



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement
pour le ministère des Affaires étrangères

| Juillet 2013

Ministère des Affaires étrangères

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
1 Défendre un objectif européen de réduction d'émissions de gaz à effet de serre de 40 % en 2030 puis de 60 % en 2040 accompagné d'un mécanisme d'inclusion carbone	Ces éléments devraient faire partie de la réponse de la France au questionnaire de la Commission Européenne sur la négociation d'un paquet énergie climat à l'horizon 2030 en cours de discussion au niveau interministériel	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
2 Rechercher un accord global lors de la Conférence des parties de 2015 que la France est candidate à accueillir	La candidature de la France pour la COP21 en 2015 a été endossée par son groupe géographique au sein des Nations Unies. Un premier comité de pilotage de préparation de la COP21, présidé par les ministres des affaires étrangères, de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et du ministre délégué au développement, a permis d'arrêter les orientations stratégiques pour l'année 2013. Parallèlement, le MAE a initié un dialogue avec les parties prenantes et a entrepris de nombreux contacts bilatéraux ainsi qu'avec de nombreux acteurs du développement.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
3 Oeuvrer pour une prise en compte des émissions de l'aviation civile en faveur d'une transition vers un système international.	La France et ses partenaires européens poursuivent un travail d'influence à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) et dans les différentes enceintes internationales en faveur d'une prise en compte des émissions de l'aviation civile.	

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

4

Participer aux réflexions engagées sur l'architecture du financement dans le domaine de l'environnement, et notamment sur l'articulation entre le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le futur fonds vert pour le climat

La France participe au comité dédié à la définition du modèle économique du Fonds Vert Climat. La France a transmis ses positions préliminaires sur les orientations stratégiques et le positionnement du FEM6 le 30 avril dernier.

5

Conforter les engagements de la France en matière de protection de la biodiversité et des ressources naturelles, notamment au sein de la convention CITES, des organisations régionales de pêche et dans les négociations sur la Politique Commune de Pêche.

La France mobilise ses flux financiers à l'international pour se conformer à l'engagement pris lors de la COP11 de la convention sur la biodiversité biologique de doublement d'ici 2015 (en clarifiant la comptabilité de sa contribution et en sensibilisant l'ensemble des institutions participant à l'effort d'aide publique au développement (APD) «biodiversité », incluant le secteur privé, les collectivités territoriales et les organisations non gouvernementales).
La France alimente, aux cotés de la Commission, un dialogue communautaire sur cette question.
La question de la protection des océans et de la gestion durable des pêches dans les pays en développement sera inscrite au comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) 2013.
D'autres mesures dans la politique de l'Agence française de développement (AFD) sont en cours pour répondre également aux engagements d'Hyderabad, comme l'adoption courant 2013 du cadre transversal international (CIT) Biodiversité ou de l'institutionnalisation du « second avis développement durable », permettant l'intégration de la biodiversité dans les projets de l'AFD. (phase de test en 2013).

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère des Affaires étrangères

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

6

Engager rapidement la ratification du Protocole de Nagoya

La France a participé activement à la négociation du projet de règlement européen, qui conditionne la possibilité pour tous les Etats membres de ratifier le Protocole.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

7

Promouvoir un verdissement ambitieux du premier pilier de la politique agricole commune (PAC)

Les contributions que le ministère est invité à faire dans le cadre de l'élaboration des positions françaises sur le verdissement de la PAC vont dans le sens d'une approche durable de l'agriculture dans le cadre d'objectifs de sécurité alimentaire, d'emploi et de durabilité environnementale

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt

8

Accorder une priorité particulière au réhaussement du Programme des Nations-Unies pour l'Environnement (PNUE), à la gouvernance du développement durable et à la protection de la biodiversité en haute mer et aux enjeux de protection des pôles

L'accord sur la création de l'Assemblée des Nations-Unies pour l'Environnement (ANUE) à Nairobi, début 2013, est une première avancée, qui sera confirmée à l'automne par une résolution de l'assemblée générale des Nations unies (AGNU). Les négociations continuent, difficilement, à New-York pour la mise en place du Forum politique de haut niveau qui doit succéder à la Commission du développement durable.

La France mobilise ses partenaires pour tenter de faire adopter des l'automne 2013 par l'AGNU l'engagement pris à Rio+20 (§162) de lancer une négociation internationale sur la protection de la biodiversité en haute mer.

La France et l'Australie portent ensemble un projet de création d'une aire marine protégée de 2 millions de km carrés en Antarctique de l'Est.

Ministère des Affaires étrangères

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
9 Défendre au sein des institutions financières internationales la priorité à donner aux investissements inscrits dans des stratégies globales de durabilité	Le ministère a engagé un dialogue technique avec la Banque européenne d'investissement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et la Banque Mondiale sur les clauses de sauvegarde et sur le niveau d'exigence associé aux critères environnementaux et sociaux dans les dossiers d'appel d'offre de ces organismes.	Ministère de l'économie et des finances
10 Inclure la transition écologique dans la politique d'aide au développement notamment dans l'action de l'Agence française de développement (AFD) et du Fonds européen de développement.	Les documents stratégiques de cadrage de l'AFD adopté en 2012 et en 2013 (notamment dans les secteurs Energie, Sécurité Alimentaire, et Biodiversité) ont positionné les notions de transition écologique et de développement durable au cœur ou en priorité dans leurs approches. L'AFD a investi 905 millions d'euros dans les énergies renouvelables, en augmentation de 30% par rapport à 2011. Le cadre d'intervention sectoriel (CIS) sécurité alimentaire promeut activement la petite agriculture familiale, l'agroécologie et introduit une obligation de zéro déforestation pour les projet de financement de grandes plantations. Le dispositif de responsabilité social des entreprises (RSE) de l'AFD est progressivement renforcé.	Ministère de l'économie et des finances
11 Veiller à la promotion de la transition écologique dans le nouvel agenda du développement et notamment l'évaluation des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et l'élaboration des objectifs du développement durable (ODD)	La France défend de manière continue la convergence des agendas développement et développement durable dans le cadre des négociations sur l'agenda post-2015, dans les instances sectorielles, comme au sein de l'Open Working Group dont le ministre délégué au développement est membre.	

Ministère des Affaires étrangères

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

11

Veiller à la promotion de la transition écologique dans le nouvel agenda du développement et notamment l'évaluation des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et l'élaboration des objectifs du développement durable (ODD)

La France défend de manière continue la convergence des agendas développement et développement durable dans le cadre des négociations sur l'agenda post-2015, dans les instances sectorielles, comme au sein de l'Open Working Group dont le ministre délégué au développement est membre.

12

Renforcer l'association dans la durée de la société civile à l'élaboration et la conduite de la politique de développement

A la suite des recommandations des Assises du Développement et de la Solidarité Internationale, le ministère met en place en 2013 un Conseil National du Développement et de la Solidarité Internationale, regroupant les différentes parties prenantes et en particulier les représentants de la société civile. La consultation de la société civile ainsi que des parties prenantes au Sud lors de l'élaboration des cadres d'intervention stratégique de l'AFD (Sécurité alimentaire, Biodiversité...) est dorénavant une règle. Au sein de l'ANUE, la France promeut l'association active de la société civile à l'élaboration des décisions, en application des conclusions du sommet Rio+20.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère de l'économie et des finances

13

Concrétiser les avancées enregistrées en soutien à l'idée de la mise en place d'une taxation internationale des transactions financières (TTF) dont une partie du produit pourrait notamment abonder la solidarité internationale et le développement durable ; contribuer de manière générale à la réflexion internationale sur les financements innovants et soutenir la micro-finance.

10% des produits de la TTF française ont été affectés au développement dans la LFI 2013. Ces moyens seront utilisés pour améliorer l'accès aux services sociaux de base : accès à la santé des publics vulnérables au Sahel et développement des services d'eau et d'assainissement sur le continent africain. Une décision de coopération renforcée au sein de l'Union européenne a été prise sur le sujet. Le ministère conduit une étude sur les instruments innovants de financement de la biodiversité, qui doit être rendue avant la fin de l'année 2013.

Ministère de l'économie et des finances

Ministère des Affaires étrangères

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

14

Mobiliser les agents du réseau diplomatique pour suivre les politiques en matière de transition écologique dans leur pays de résidence, dont ils rendront compte chaque année

Ce sujet sera inscrit à l'ordre du jour de la réunion annuelle des agents du réseau "diplomatie verte" au sein du ministère et sera poursuivi en liaison avec les initiatives prises en matière de politique de communication sur l'économie verte.

15

Donner une place centrale dans notre nouvelle diplomatie économique à la promotion des acteurs français de « l'économie verte et inclusive », notamment ceux de la ville durable, en veillant à mobiliser au profit des entreprises de taille intermédiaire (ETI) et PMI d'excellence

Le ministère s'implique à plusieurs niveaux :

- * il mène une réflexion sur l'évaluation du rôle du Partenariat français pour la ville et les territoires (PFVT), plateforme des acteurs français de la coopération urbaine pour valoriser l'expertise urbaine française à l'international ;
- * il participe à l'élaboration du volet international de la feuille de route sur la ville durable confiée au ministère du logement et de l'égalité des territoires ;
- * il intègre la promotion de la ville durable et des acteurs de l'économie verte dans les volets économiques des plans d'actions des ambassades et dans les feuilles de route pour les représentants spéciaux du MAE (pour la Chine, le Mexique et à venir pour l'Inde) ;
- * il participe au groupe du Comité stratégique des éco industries sur la "Ville durable" et à la rédaction du contrat de filière éco-industries sur le volet export ;
- * Une table ronde "diplomatie économique et développement urbain durable" a été organisée aux rencontres entreprises Quai d'Orsay Entreprises le 09/04/2013.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère des Affaires étrangères

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés	
16	Faire de la politique de transition écologique un axe fort de la politique de communication à l'international	Une réflexion est en cours pour la création sur le site Diplonet d'un espace consacré à la transition écologique et énergétique. Cet espace devrait être conjointement utilisé pour la promotion des acteurs et initiatives françaises en matière d'économie verte à tous les échelons, national, régional et local.	
17	Renforcer la formation continue des cadres dirigeants et leur sensibilisation aux enjeux de la transition écologique	Des formations "climat", "bilan carbone", et "biodiversité et développement" sont organisées par l'AFD. Le MAE mène une réflexion sur le renforcement de l'offre d'échange et de formation sur l'environnement et le développement durable des cadres du MAE et des représentants du réseau diplomatique. Un travail interministériel sur l'élaboration d'un module de formation est en cours.	Tous ministères
18	Mobiliser les services en vue de l'engagement, dès le début de l'année 2013, de l'élaboration de la future stratégie nationale pour la transition écologique	En cours, en préparation d'un travail interministériel au second semestre	Tous ministères



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement
pour le ministère de l'Éducation nationale

| Juillet 2013

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
<p>1 Développer l'information sur la biodiversité notamment dans les programmes scolaires.</p>	<p>Un plan de sensibilisation et d'information sur la biodiversité tout au long du parcours scolaire est en cours d'élaboration. Une mission conjointe MEDDE/MEN a été confiée à Jacques Moret, recteur de Poitiers pour identifier les modalités nécessaires à une meilleure prise en compte des enjeux de la biodiversité par les enseignements disciplinaires et par les approches transversales. Un rapport doit être remis courant juillet. Un recueil d'exemples de projets remarquables impliquant la communauté éducative et ses partenaires par les académies est en cours et sera achevé en juillet 2013, afin d'alimenter ce rapport. Un important colloque sur la biodiversité est en cours d'organisation par le ministère de l'éducation nationale et se tiendra les 14 et 15 novembre 2013 à Paris.</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>
<p>2 Prendre en compte les problématiques spécifiques liées à la transition énergétique dans les réflexions sur les transitions professionnelles à la suite de la Conférence sociale</p>	<p>La formation professionnelle intègre la problématique du développement durable depuis plusieurs années. Depuis la rentrée scolaire 2012, ont été revus 11 CAP bâtiment et travaux publics, 11 BEP, qui prennent fortement en compte la problématique énergétique et trois mentions complémentaires de niveau IV, dont Technicien en énergies renouvelables.</p>	<p>Ministère du travail, de l'emploi de la formation professionnelle et du dialogue social Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>
<p>3 Participer aux travaux de la plateforme d'actions globale pour la responsabilité sociale et environnementale (RSE)</p>	<p>En attente d'une sollicitation à ces travaux par la plate-forme</p>	<p>Ministère du travail, de l'emploi de la formation professionnelle et du dialogue social Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>
<p>4 Apporter votre concours à l'évaluation du PNSE 2 et préparation PNSE 3</p>	<p>Le ministère participe aux opérations relatives aux diagnostics des sols des établissements accueillant des enfants ainsi qu'à celui de la qualité de l'air. Les collaborations entre les agences régionales de santé (ARS) et les actions d'éducation à la santé, aux risques et au développement durable pourront contribuer au PNSE 3.</p>	<p>Ministère des affaires sociales et de la santé Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

5

Prendre en compte ces enjeux dans le cadre de la construction et la mise en service de nouveaux équipements scolaires.

Depuis plusieurs années, les nouveaux établissements publics locaux d'enseignement et les nouvelles écoles sont construits selon des normes haute qualité environnementale (HQE) ou bâtiment basse consommation (BBC).

6

Développer un outil de reconnaissance des projets d'établissements scolaires mettant en œuvre la transition écologique

La grande majorité des académies est aujourd'hui mobilisée afin de disposer d'un outil de reconnaissance des projets d'établissements organisés autour du développement durable et conjuguant les enseignements, la vie scolaire, la gestion et la maintenance de la structure et son ouverture sur l'extérieur, en particulier son territoire, par le partenariat, ou en dispose déjà. Un outil de reconnaissance nationale est en cours de préparation.

7

Veiller à la cohérence entre les politiques de transition écologique et politiques européennes

Dans le cadre de la relation franco-britannique, le programme "science in schools" intègre en particulier la problématique de l'énergie sous l'angle du développement durable ainsi que les bourses dédiées à la mobilité et aux partenariats franco-britanniques. Le programme E Twinning est programme européen, qui permet à des établissements scolaires de plusieurs États-membres de travailler ensemble sur des projets communs, comporte une importante entrée "développement durable".

Ministère de l'Éducation nationale

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
8 Renforcer la formation continue des cadres dirigeants et leur sensibilisation aux enjeux de la transition écologique	Un travail interministériel est en cours sur un module de formation aux enjeux de la transition écologique. Plusieurs dispositifs de formation des cadres de l'Education Nationale prennent en compte les enjeux de transition écologique et de développement durable (Forum de l'éducation au développement durable, école supérieure de l'Education nationale, colloque du plan national de formation...)	Tous les ministères
9 Mobiliser les services sur l'élaboration de la future stratégie nationale de transition écologique	En cours, en préparation d'un travail interministériel au second semestre	Tous les ministères



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement
pour le **ministère de la Justice**

| Juillet 2013

Ministère de la Justice

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
1 Promouvoir le développement de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE)	<p>Le schéma global sera soumis à la réflexion de la plateforme d'actions globales pour la RSE placée auprès du Commissariat général à la Stratégie et à la Prospective, en tenant compte des projets de la Commission européenne en la matière</p> <p>Le projet de décret modifiant le décret du 24 avril 2012 est en cours de signature.</p> <p>L'arrêté déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission a été publié.</p>	<p>Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social</p> <p>Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie</p> <p>Ministère de l'Economie et des Finances</p>
2 Prendre part à la mise en place du régime juridique de l'accès et du partage des avantages (APA)	<p>Le ministère participe aux échanges inter-services pilotés par le MEDDE.</p>	<p>Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie</p>
3 Mener une expertise de la possibilité d'introduire en droit français de nouvelles servitudes conventionnelles à vocation environnementale ou des obligations réelles, ou des outils juridiques alternatifs	<p>L'expertise est en cours.</p>	<p>Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie</p>
4 Mobiliser les établissements publics d'enseignement de votre ministère (Ecole nationale de la magistrature) pour y renforcer les formations des magistrats concernant les atteintes à l'environnement	<p>La formation des auditeurs de justice sur les atteintes à l'environnement est déjà prise en compte en formation initiale à tous les stades de cette période (formation à l'Ecole Nationale de la Magistrature (ENM), stage, préparation aux premières fonctions).</p> <p>Pour la formation continue, la mobilisation de l'ENM sur ce sujet est soutenue, plusieurs sessions étant proposées.</p>	<p>Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie</p> <p>Ministère de l'Education nationale</p>

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
<p>5 Sensibiliser les procureurs à la nécessité d'apporter une réponse pénale cohérente et rigoureuse aux infractions environnementales</p>	<p>La révision de la circulaire relative aux orientations de politique pénale en matière environnementale, à l'occasion de l'entrée en vigueur au 1er juillet 2013 de l'ordonnance n°2012-34 sur la réforme des polices de l'environnement, est actuellement en cours. La dernière réunion du groupe de travail sur l'élaboration de cette circulaire a eu lieu le 22 mai.</p>	
<p>6 Poursuivre les travaux visant à l'articulation des procédures de la police de l'eau et de la nature</p>	<p>Le projet « Opale convergence » a pour objectif la réalisation d'un outil partagé (ministères de l'écologie et de la Justice) d'aide à la rédaction des procès-verbaux par les agents de la police de l'eau et, plus généralement, de la police de l'environnement. Le dernier comité de pilotage a eu lieu le 21 mars 2013.</p>	<p>Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie</p>
<p>7 Veiller, en matière de rénovation énergétique des logements, à mettre en place des mesures permettant de favoriser les travaux dans les copropriétés. Sensibiliser les syndicats de copropriété aux enjeux de cette rénovation énergétique.</p>	<p>Le décret n°2013-205 du 11 mars 2013 relatif à l'emprunt collectif de copropriété permettra de faciliter le recours à l'emprunt pour financer notamment ces travaux.</p>	<p>Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie Ministère de l'Egalité des territoires et du logement</p>
<p>8 Proposer l'introduction de la notion de « préjudice écologique » dans le code civil</p>	<p>Un groupe de travail a été installé par Madame la Garde des Sceaux le 24 avril dernier visant à expertiser les solutions juridiques permettant d'introduire la notion de préjudice écologique dans le code civil. Ce groupe de travail doit rendre son rapport le 15 septembre et un projet de loi pourra être présenté dans les mois suivants.</p>	

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

9

Veiller à la cohérence entre la politique de transition écologique et les politiques européennes

Une attention particulière est portée sur ce point lors des négociations menées par le ministère.

10

Renforcer la formation continue des cadres dirigeants et leur sensibilisation aux enjeux de la transition écologique

Un travail interministériel d'élaboration d'un module de formation est en cours.

Tous ministères

11

Mobiliser les services en vue de l'engagement de l'élaboration de la future stratégie nationale pour la transition écologique

En cours, en préparation d'un travail interministériel au second semestre

Tous ministères



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement
pour le ministère de l'Économie et des Finances

| Juillet 2013

Ministère de l'Économie et des Finances

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

1 Renforcer la fiscalité écologique	<p>Le Comité de Perthuis pour la fiscalité écologique (CFE) est installé depuis le 18 novembre 2012.</p> <p>Les premiers projets d'avis ont été adoptés (artificialisation des sols), d'autres champs sont à l'étude (fiscalité des déchets, fiscalité de l'eau...).</p> <p>Le Président de Perthuis a proposé en son nom propre un schéma d'ensemble combinant rattrapage gazole-essence et taxe carbone et l'a présenté lors de la plénière du CFE le 13 juin dernier pour nourrir le PLF2014. Il remettra avant l'été au Gouvernement un bilan d'étape accompagné des avis déjà adoptés, du projet de réforme (fiscalité des carburants et taxe carbone) et du procès-verbal des interventions des parties prenantes du 13 juin.</p>	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
2 Examiner la question du maintien ou de l'aménagement des taux réduits de TICPE	<p>Cette question sera examinée à l'occasion de la préparation du PLF 2014 et du CIMAP du 17 juillet 2013. Le Président du Comité pour la fiscalité écologique plaide pour une suppression des soutiens sectoriels fondés sur une diminution du prix de l'énergie. Le rapport MAP sur les aides aux entreprises a formulé des propositions sur l'évolution des niches fiscales relatives aux carburants (biocarburants de première génération, TICPE sur les taxis, les agriculteurs et les transporteurs routiers). Les études d'impacts gazole-essence et taxe carbone ont été présentées au CFE.</p>	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
3 Inscrire dans les missions de la Banque publique d'investissement (BPI) le soutien transition écologique et énergétique	<p>La loi portant création de la BPI a été promulguée le 31 décembre 2012. Elle mentionne à plusieurs reprises la transition écologique et énergétique comme faisant partie de ses missions principales.</p>	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
4 Elaborer un Livre blanc sur le financement de la transition écologique	<p>Le livre Blanc est en cours de rédaction avec les ministères chargés de l'économie et de l'écologie. Une version aboutie est souhaitée avant l'été.</p>	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

5

Promouvoir le développement de la RSE

La plateforme RSE auprès du commissariat général à la stratégie et à la prospective a été installée le 17 juin.

L'arrêté mettant en place un mécanisme de vérification des informations a été publié.

Le projet de décret modifiant le décret du 24 avril 2012 est en cours de signature.

La mission interministérielle tripartite a remis son rapport le 14 juin aux Ministres sur une nouvelle politique nationale de la RSE.

Les documents préparatoires au plan national français sur la RSE ont été transmis à la Commission européenne.

Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère de la Justice

6

Défendre, dans les institutions financières internationales, la priorité aux problématiques de durabilité dans les investissements.

La France défend l'intégration des problématiques d'adaptation et d'atténuation dans les stratégies de développement mises en œuvre par les Banques multilatérales.

A titre d'exemple elle a signé avec l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Etats-Unis et d'autre un document demandant la pleine prise en compte des questions de soutenabilité environnementale et de résilience à l'AID (Association internationale pour le développement).

La stratégie de long-terme de la Banque africaine de développement et qui repose sur 2 piliers, croissance inclusive et croissance verte, a été appuyée par la France et l'Allemagne.

Le ministère a instauré un dialogue avec la Banque Mondiale, en particulier lors des Assemblées de Printemps, au sujet de ses actions et de sa stratégie sur le changement climatique.

Enfin elle pousse vigoureusement le renforcement des sauvegardes environnementales et sociales dans les procédures de marchés publics de ces institutions.

Ministère des affaires étrangères

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

<p>7 Promouvoir la transition écologique dans la politique d'aide au développement</p>	<p>Le cadre d'intervention stratégique Climat (2011) et Energie (2012), qui prévoit notamment que 50% des engagements de l'Agence Française de Développement (AFD) devront contribuer à la lutte contre le changement climatique, a été adopté. La préparation d'un cadre d'intervention stratégique biodiversité (2013) est en cours.</p> <p>L'AFD a adopté une résolution en conseil d'administration lui interdisant de financer des centrales à charbon ne disposant pas d'un dispositif de captage et de stockage de CO2.</p> <p>Le cadre d'intervention stratégique Sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne (avril 2013), qui met notamment l'accent sur l'agriculture familiale, a été adopté.</p> <p>Les objectifs de commerce équitable dans les financements de l'AFD sont inclus progressivement.</p> <p>La réflexion est en cours sur la possibilité de renforcer les exigences de RSE dans les appels d'offres de l'AFD.</p>	<p>Ministère des affaires étrangères</p>
<p>8 Apporter au débat sur la transition énergétique l'expertise de vos services afin d'éclairer les enjeux économiques et financiers</p>	<p>Le ministère assiste au débat national sur la transition énergétique.</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>
<p>9 Orienter une partie des recettes de la taxe sur les transactions financières (TTF) affectée au financement de l'aide au développement vers le domaine de l'environnement et de la lutte contre le changement climatique</p>	<p>10% du produit de la TTF française ont été affectés dans le cadre de la LFI 2013 au financement de l'aide au développement, notamment dans le domaine de la santé et de la lutte contre le changement climatique.</p> <p>Concernant la TTF européenne, les discussions sont en cours sur le calibrage de la taxe (questions d'assiette). Il n'y a pas de décision prise sur l'affectation des recettes.</p> <p>Le ministère participe activement à la réflexion sur l'architecture financière climatique et à son optimisation.</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>

Ministère de l'Économie et des Finances

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
10 Contribuer à la défense de l'objectif européen de réduction d'émissions de gaz à effet de serre de 40 % en 2030 puis de 60 % en 2040. Introduire un mécanisme d'inclusion carbone	Le débat sur la politique énergie climat européenne a été officiellement lancé suite à l'adoption par la Commission européenne d'un Livre vert le 27 mars 2013 "Un cadre pour les politiques en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030". La réponse de la France a été transmise à la Commission européenne.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
11 Contribuer au plan de rénovation thermique	Dans le cadre du Plan de rénovation énergétique de l'habitat, le Président de la République a annoncé, le 21 mars 2013, que le CIDD et l'éco-PTZ seront "optimisés pour favoriser les rénovations efficaces". Le ministère a fait des propositions précises à ce sujet.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
12 Contribuer à la reconquête de la biodiversité, en mettant en œuvre les décisions du Gouvernement en matière de fiscalité des biocarburants	Une mission CGEIET-CGAAER est en cours sur l'ajustement des taux réduits de TICPE des biocarburants de 1 ^{ère} génération en 2014 et 2015.	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
13 Renforcer les outils de mise en œuvre et d'évaluation, en lien avec les associations de consommateur, du plan Ecophyto	La mission IGF-CGEDD-CGAAER sur la fiscalité des produits phytosanitaires devrait publier son rapport fin juillet. Les projets d'avis concernant les débats au sein du CFE sur l'internalisation des pollutions de l'eau et la gestion quantitative de la ressource ont été présentés, non votés à ce stade.	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
14 Intégrer l'objectif de freiner l'artificialisation des sols aux évolutions de la fiscalité de l'aménagement	Les travaux sont en cours dans le cadre du comité fiscalité écologique.	Ministère de l'égalité des territoires et du logement

Ministère de l'Économie et des Finances

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
15 Promouvoir un verdissement ambitieux de la politique agricole commune (PAC)	La position défendue par la France a permis que le verdissement des soutiens directs reste ambitieux, après les négociations entre Parlement, Conseil et Commission, malgré les positions défensives de nombreux Etats membres.	Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
16 Contribuer à l'information des consommateurs sur les impacts des produits sur l'environnement	La phase expérimentale s'est achevée. Le rapport du Gouvernement est en cours de rédaction, les travaux étant pilotés par le ministère de l'écologie (CGDD), et a été présenté aux parties prenantes fin mai. La DGCCRF a réalisé en 2012 dans le cadre de l'expérimentation "affichage environnemental" une enquête-test auprès d'une vingtaine d'entreprises expérimentatrices. Le compte-rendu de cette enquête-test sera annexé au rapport du Gouvernement.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère des affaires sociales et de la santé
17 Contribuer à l'élaboration d'une stratégie nationale sur les perturbateurs endocriniens et en favorisant l'information du consommateur sur les risques émergents.	Dans l'attente de l'interdiction du Bisphenol A dans les matériaux en contact avec des produits alimentaires au 1er janvier 2015, la DGCCRF a notifié à la Commission européenne et aux autres Etats membres un projet de décret prévoyant l'apposition d'un avertissement sanitaire déconseillant l'usage de ces matériaux aux femmes enceintes ou allaitantes et aux enfants de moins de trois ans. L'ANSES a été interrogée sur la présence de phtalates dans les vins et spiritueux à l'occasion de taux élevés détectés dans des lots exportés en Chine.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère des affaires sociales et de la santé Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche
18 En accord avec les principes de la gouvernance environnementale, associer l'ensemble des parties prenantes	Les parties prenantes ont été consultées via le conseil national de la consommation dans le cadre de l'expérimentation sur l'affichage environnemental, de même dans le cadre du débat national sur la transition énergétique.	

Ministère de l'Économie et des Finances

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
19 Poursuivre le développement d'entreprises d'insertion et de l'économie sociale et solidaire dans les filières vertes et circuits courts	<ul style="list-style-type: none">- Un projet de loi ESS sera présenté en Conseil des Ministres le 24 juillet pour un examen au Parlement à l'automne 2013. Il incitera les éco-organismes à flécher une partie de leur financement en direction des entreprises d'insertion.- L'économie sociale et solidaire (ESS) figure parmi les missions de la Banque publique d'investissement (BPI).- Une réforme du système de financement de l'insertion par l'activité économique (IAE) est lancée (mission de la Sénatrice Demontes en cours)	
20 Prendre en compte la dimension environnementale et sociale dans les financements de projets à l'international	<p>En cours.</p> <p>Les débats internationaux sur le « verdissement » des crédits export s'intensifient, sous l'influence des Etats-Unis et du Danemark, dans le cadre des négociations sur le financement de lutte contre le réchauffement climatique.</p>	
21 Appuyer la mise en place d'une nouvelle tarification de l'énergie	<p>Le ministère a alimenté la réflexion sur la tarification progressive en réalisant des simulations d'un mécanisme de bonus/malus sur les prix de l'énergie.</p>	
22 Favoriser le déploiement des compteurs communicants dans l'électricité comme le gaz	<p>Les travaux relatifs à la généralisation de Gazpar sont en cours. Une décision devrait être annoncée prochainement concernant Gazpar.</p>	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
23 Veiller à la cohérence entre la politique de transition écologique et les politiques européennes	<p>La dimension environnementale dans les accords de libre-échange de l'Union européenne a été renforcée.</p> <p>Le ministère œuvre en faveur de la libéralisation des biens et services environnementaux au niveau européen et multilatéral.</p> <p>Le ministère veille également à ce que les politiques énergétiques et climatiques soient étroitement articulées dans le débat sur les objectifs GES 2030 de l'Europe (Livre vert).</p>	

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés	
24	Renforcer la formation continue des cadres dirigeants et leur sensibilisation aux enjeux de la transition écologique	Un module de sensibilisation est à créer en lien avec l'IFORE pour une mise en œuvre dans le cycle de formation des cadres dirigeants des ministères économiques et financiers début 2014. Le travail interministériel est en cours sur un module de formation aux enjeux de la transition écologique.	Tous les ministères
25	Mobiliser les services sur l'élaboration de la future stratégie nationale de transition écologique	En cours, en préparation d'un travail interministériel au second semestre	Tous les ministères



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement
pour le ministère des Affaires sociales et de la Santé

| Juillet 2013

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

1

Préserver les moyens consacrés aux politiques de santé/environnement dans les agences régionales de santé (ARS), notamment dans les domaines de la lutte contre le bruit, des ondes électromagnétiques, des points noirs d'inégalités environnementales et de la qualité de l'air intérieur.

Concernant les radiofréquences, le comité des expérimentations de la baisse des émissions et amélioration de la concertation lors de l'implantation des antennes relais de téléphonie mobile va remettre son rapport d'ici la rentrée 2013. Une actualisation du rapport de l'Anses est également attendue pour la rentrée 2013.

Avant la fin de l'année 2013, l'Anses rendra un avis sur la compatibilité électromagnétique des dispositifs médicaux et sur les équipements radioélectriques dont l'usage est dédié aux enfants. Les projets de décret et d'arrêté relatifs au dispositif de surveillance et de mesure des ondes électromagnétiques sont en cours de signature par les ministères concernées.

Au sujet des ondes électromagnétiques d'extrêmement basses fréquences (lignes à haute tension), la saisine interministérielle de l'Anses a été lancée le 22 février 2013.

Une instruction du ministère de l'écologie relative à l'urbanisme à proximité des lignes de transport d'électricité a été menée le 15 avril 2013.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Plusieurs études sanitaires de zones cumulant des multi-expositions à des facteurs environnementaux, tels que les pollutions chimiques et physiques, ou la surexposition à des substances toxiques ont été engagées dans le cadre des Plans Régionaux de Santé Environnementaux 2.

2

Encourager dès le début 2013 la coopération entre les ARS et les directions régionales de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) sur les politiques de santé environnementale

Au-delà des réunions périodiques ARS/DREAL, l'élaboration de référentiels méthodologiques en matière d'évaluation des risques sanitaires dans les études d'impacts (ERSEI) et d'urbanisme est en cours.

La rédaction d'un guide sur la prise en compte des enjeux de santé dans les documents d'urbanisme est en cours afin d'aider les ARS à donner un avis dans le cadre de la consultation de l'autorité environnementale.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Ministère du travail, de l'emploi, de la fonction publique et du dialogue social

Ministère des Affaires sociales et de la Santé

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

3	Renforcer les volets environnementaux du plan cancer	L'évaluation du plan cancer 2 est en cours et devrait être terminée pour l'été 2013. Les travaux pour l'élaboration du plan cancer 3 viennent d'être lancés en vue de l'adoption du plan à la fin de l'année 2013. Le plan cancer 3 inclura un axe prévention, qui contiendra l'ensemble des mesures environnement. L'institut national du cancer assurera la structuration de son élaboration.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche
4	Renforcer l'articulation entre les politiques menées dans le cadre de la santé publique, de la santé environnementale et de la santé au travail	Des réunions interservices ont eu lieu notamment dans le cadre de la préparation de la 2ème conférence sociale, et des évaluations du PNSE2. Dès la rentrée, le Comité d'Orientation des Conditions de Travail (COCT) définira la démarche permettant de réaliser un bilan provisoire du Plan Santé au travail 2 et de préparer le Plan Santé au Travail 3 (2015-2019) qui intégrera davantage les préoccupations de santé publique et environnementale	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère du travail, de l'emploi, de la fonction publique et du dialogue social
5	Conduire d'ici juillet 2013 l'évaluation du plan national santé-environnement (PNSE) 2 et la préparation du PNSE 3	Les travaux d'évaluation sont en cours par saisines du haut conseil de la santé publique et des inspections générales des ministères (environnement CGEDD, santé IGAS, recherche IGAENR) et attendus pour juillet 2013. Dans ce cadre, une conférence s'est tenue les 3 et 4 juin 2013 à Lyon réunissant les acteurs de la santé environnement au niveau national, régional et local afin de dégager des pistes pour l'avenir sur la base de retours d'expériences.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche
6	Proposer une stratégie nationale et des propositions d'action pour mieux connaître et encadrer les perturbateurs endocriniens	Un premier projet de stratégie a été finalisé avec la participation de l'ensemble des parties prenantes. La stratégie comprend des actions de recherche, d'expertise, d'information du public et de réflexion sur l'encadrement réglementaire. Une consultation du public sur Internet est prévue à l'été 2013 suivie d'une communication en Conseil des ministres.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche

Ministère des Affaires sociales et de la Santé

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
<p>7</p> <p>Proposer des mesures concernant la qualité de l'air, intérieur ou extérieur, la prévention des risques liés au bruit et la qualité de l'eau</p> <p>Renforcer l'action des ARS dans la mise en œuvre des politiques liées à l'eau et de qualité de l'air extérieur</p>	<p>Au sujet de la qualité de l'air, le ministère a participé aux travaux du Comité interministériel sur la qualité de l'air (CIQA) et à la mise en place d'une mission d'inspection conjointe CGEDD/ IGAS sur la mesure des conséquences phoniques et de la qualité de l'air intérieur et de la rénovation thermique (cette proposition est intégrée au plan d'urgence « qualité de l'air intérieur »).</p> <p>Concernant l'eau, le ministère a participé au groupe de travail chargé d'établir une liste de 4 ou 5 substances émergentes dont les travaux devraient être finalisés pour fin juin 2013. L'ANSES est associée s'agissant des impacts sur la qualité de l'eau potable. Le contrôle sanitaire périodique des ARS des réseaux de distribution d'eau potable, d'eaux conditionnées et de baignades a été mis en place.</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>
<p>8</p> <p>Renforcer la mise à disposition du public des avis et études des organismes publics sur les risques ainsi que les études de biosurveillance dès 2014</p>	<p>Des travaux ont été présentés au groupe de suivi sur les risques émergents du PNSE2 en janvier 2013 pour actualiser le portail Toutsur'l'environnement. Les sites internet des opérateurs sont également en cours d'adaptation.</p> <p>La biosurveillance humaine est menée sous l'égide de l'institut nationale de veille sanitaire (INVS). Deux publications récentes sur l'imprégnation de la population françaises par les métaux et les pesticides réalisés par l'INVS dans le cadre de l'étude nationale nutrition santé (ENNS) sont en ligne sur le site internet de l'Institut.</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche</p>
<p>9</p> <p>Participer à l'amélioration de l'information et de la concertation entre l'ensemble des acteurs concernés (santé, environnement, énergie, agriculture)</p>	<p>L'action est continue. Les agences de sécurité sanitaire développent la mise en œuvre de comités d'orientation en lien avec les parties prenantes (ANSES, ...).</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt</p>

Ministère des Affaires sociales et de la Santé

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

10

Rendre obligatoire la mise en place de plans particuliers de mise en sûreté (PPMS) dans les résidences pour personnes âgées et personnes à besoins spécifiques qui ne disposent pas d'un plan bleu

Les plans bleus sont obligatoires pour les EPHA et EPHAD (arrêté du 7 juillet 2005) et fortement recommandés pour les établissements pour personnes en situation de handicap (Instruction du directeur général de l'action sociale aux préfets du 14 juin 2007 et rappel dans l'instruction interministérielle du 10 avril 2013 relative au plan national canicule 2013). Des réflexions sont en cours sur les différents plans de mise en sûreté et leur généralisation.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

11

Contribuer à la réalisation de diagnostics de qualité des sols des établissements sensibles situés à proximité d'anciens sites industriels

La démarche de repérage des établissements recevant des populations dites sensibles implantés sur des sites potentiellement pollués du fait d'anciennes activités industrielles a été achevée dans 70 départements et une seconde liste est en cours de finalisation. Une deuxième vague de diagnostics a été lancée début 2013 dans 21 nouveaux départements (soit 91 au total).

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Ministère de l'éducation nationale
Ministère de l'agriculture, de l'alimentaire et de la forêt

12

Poursuivre et valoriser l'action de la France dans le cadre du programme OMS/ CEE-ONU sur transports-santé-environnement

Une action de préparation a été mise en œuvre et soutenue, visant à la tenue d'une réunion du sommet : 4ème réunion stratégique ministérielle du Programme paneuropéen OMS/ONU sur les transports, la santé et l'environnement (PPE TSE), les 14-15-16 avril 2014 à Paris.

La France participe aux travaux issus de la cinquième conférence des ministres de la santé et de l'environnement de la zone OMS Euro (53 pays) qui ont consisté essentiellement à la définition des indicateurs de suivi de la mise en œuvre des priorités de la conférence en matière de santé et d'environnement.

La France est en soutien aux actions d'information relatives à l'accès équitable à l'eau pour la mise en œuvre du Protocole de Londres pour l'eau et la santé.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère des Affaires sociales et de la Santé

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
13 Renforcer la formation continue des cadres dirigeants et leur sensibilisation aux enjeux de la transition écologique	Le travail interministériel est en cours sur un module de formation aux enjeux de la transition écologique	Tous les ministères
14 Mobiliser les services sur l'élaboration de la future stratégie nationale de transition écologique	En cours, en préparation d'un travail interministériel au second semestre	Tous les ministères



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement
pour le ministère de l'Égalité des territoires
et du Logement

| Juillet 2013

Ministère de l'Égalité des territoires et du Logement

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
1 Engager un plan de rénovation thermique des logements	Les mesures du plan de rénovation énergétique de l'habitat ont été annoncées par le président de la République le 21 mars. Parmi ces mesures, il y en a d'ordre financier (les évolutions des aides de l'ANAH sont actées, de même que celle de l'éco-PLS, celles du CIDD et de l'éco-PTZ sont en cours d'arbitrage) ou d'accompagnement des propriétaires (mise en oeuvre du guichet unique et lancement de l'appel à projets aux collectivités locales, recrutement des ambassadeurs en cours). Pour les professionnels, un comité de pilotage se réunit avec les professionnels tous les mois et la convention Feebat 2013 a été signée le 14 mai 2013, l'écoconditionnalité pour les travaux annoncée à compter du 1 ^{er} juillet 2014.	Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie Ministère de l'Economie et des Finances
2 Renforcer les dispositifs d'observation de la consommation des espaces pour favoriser la densification et les outils permettant de freiner l'artificialisation nette des espaces agricoles et naturels.	Des mesures relatives à la lutte contre l'étalement urbain et la consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers sont introduites dans l'avant projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové. Enfin, l'installation de l'ONCEA a été faite le 17 avril et le METL ainsi que le MEDDE y participent activement aux cotés du MAAF. Le METL a par ailleurs fait réaliser par son réseau scientifique et technique un ensemble de fiches techniques destinées aux collectivités locales et aux services de l'Etat pour mieux utiliser les bases de données existantes en particulier les fichiers fonciers de la DGFIP.	Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
3 Participer à l'analyse des impacts de la fiscalité existante en matière d'urbanisme sur la consommation d'espace, et proposer les mesures correctrices	Le comité de la fiscalité écologique s'est réuni en séance plénière le 13 juin 2013 et a rendu son avis. Le METL examine les propositions.	Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie Ministère de l'Economie et des Finances
4 Proposer des systèmes innovants de financement dans une logique de transition écologique, notamment la BPI	Réflexion en cours avec la CDC-Climat	Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie Ministère de l'Economie et des Finances

Ministère de l'Égalité des territoires et du Logement

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
<p>5 Répondre aux enjeux de développement des énergies renouvelables, notamment des éoliennes, par une mise en œuvre raisonnée de la protection des paysages, du patrimoine et des sites historiques</p>	<p>Une réflexion sur les paysages du quotidien a permis de proposer des mesures dans le cadre du projet de loi cadre relatif à la biodiversité. La méthodologie de définition d'une aire d'influence paysagère pour le bien Mont-Saint-Michel est en cours de déploiement pour les biens inscrits sur la liste du patrimoine mondial dont les critères qui fondent la valeur universelle exceptionnelle le justifient.</p>	<p>Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie</p> <p>Ministère de la culture et de la communication</p>
<p>6 Accompagner la rénovation énergétique d'une vigilance particulière sur la qualité de l'air intérieur</p>	<p>Un plan englobant l'ensemble du sujet de la qualité de l'air intérieur a été établi. Il a été transmis aux membres du groupe ad hoc préalable au CNTE le 13 juin. Certaines actions sont déjà en cours.</p>	<p>Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie</p>
<p>7 Proposer, dès le début de l'année 2013, en lien avec le MEDDE, une feuille de route vers la ville durable</p>	<p>Un projet de feuille de route est en cours d'élaboration au niveau interministériel, en lien avec la mise en œuvre du label écoquartier, le développement des démonstrateurs ville durable et la préfiguration d'un institut de la ville durable.</p>	<p>Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie</p>
<p>8 Appuyer les travaux menés par le ministère chargé du commerce extérieur en vue de promouvoir à l'export une offre intégrée en matière de développement urbain durable.</p> <p>Participer à l'élaboration d'un plan d'action sur ce sujet au cours du premier semestre.</p> <p>S'impliquer également dans la création de démonstrateurs de la ville durable</p>	<p>Une proposition est en cours de calage avec les différents ministères concernés et le Cabinet du Premier ministre (plusieurs RIM informelles tenues)</p> <p>Le développement des projets innovants des Ecocités pouvant servir de support aux futurs démonstrateurs de la ville durable se poursuit.</p>	<p>Ministère du Commerce extérieur</p> <p>Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie</p> <p>Ministère de l'Économie et des Finances</p> <p>Ministère du Redressement productif</p>

Ministère de l'Égalité des territoires et du Logement

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
9 Poursuivre les études en cours sur la performance environnementale des bâtiments neufs pour définir pour fin 2013 ou début 2014 un label de performance énergétique et environnementale	Les travaux techniques sont en cours pour un label environnemental début 2014.	Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie
10 Définir un label sur les bâtiments à énergie positive (BEPOS) et, au-delà, orienter l'action vers une démarche globale de performance environnementale notamment pour permettre d'optimiser le recours aux énergies renouvelables	Les travaux techniques sont en cours pour un label environnemental début 2014.	
11 Veiller à l'amélioration des procédures d'évaluations des produits de construction	Un premier plan d'amélioration a été défini. La majorité des actions a été mise en œuvre (nomination d'un médiateur, baisse des délais de moitié, baisse des prix de 30% pour les PME, etc) ; de nouvelles mesures pour un meilleur accompagnement des PME ont été lancées.	
12 Faciliter, en collaboration avec les autres ministères concernés, le développement des filières vertes au niveau local en donnant une visibilité sur ces filières aux professionnels de la construction et veiller à une offre de formation adaptée tant initiale que continue	Nombreuses actions en cours sur le bois et sur les matériaux biosourcés, en collaboration avec les filières ; la mise en place d'actions locales a été lancée avec quelques régions-pilotes, en complément des actions nationales.	Les autres ministères

Ministère de l'Égalité des territoires et du Logement

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
13 Proposer une procédure contentieuse qui sécuriserait la procédure du cas par cas introduite dans les textes de transposition de la directive relative à l'incidence de certains plans et programmes sur l'environnement.	A initier	Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie Ministère de la Justice
14 Veiller à la cohérence entre la politique de transition écologique et les politiques européennes	Dimension prise en compte dans le projet d'Accord de Partenariat, à travers les objectifs thématiques 4 (transition vers une économie décarbonée) et la promotion de dynamiques urbaines innovantes allant au-delà de la seule politique de la ville	Ministère des Affaires étrangères
15 Renforcer la formation continue des cadres dirigeants et leur sensibilisation aux enjeux de la transition écologique	Un travail interministériel est en cours sur un module de formation aux enjeux de la transition écologique	Tous ministères
16 Mobiliser les services sur l'élaboration de la future stratégie nationale de transition écologique	En cours, en préparation d'un travail interministériel au second semestre	Tous ministères
17 Désigner un haut fonctionnaire au développement durable (HFDD)	Désignation en cours	



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement
pour le ministère de l'Intérieur

| Juillet 2013

Ministère de l'Intérieur

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
1 Contribuer à l'organisation des débats locaux dans le cadre de la future loi cadre sur la biodiversité	La plupart des débats locaux ont été organisés conformément à la lettre du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie adressée aux préfets le 19 février 2013.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
2 Participer aux États généraux de la modernisation du droit de l'environnement	Une information des préfets a eu lieu le 23 avril en réunion des préfets. Le ministère a participé aux Etats généraux du 25 juin (DMAT et OCLAESP).	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
3 Engager une réflexion avec les CESER pour qu'ils participent au suivi en région des conférences environnementales	Une présentation devant les CESER par le préfet de région des enjeux et avancées de la conférence environnementale est envisagée.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
4 Participer au rétablissement des modalités de représentation et de coordination des actions de l'ADEME au niveau régional	Les modalités ont été rétablies, suite à l'arrêt du Conseil d'Etat du 20 février 2013.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
5 Poursuivre le traitement des points noirs en matière de qualité de l'air extérieur	Le ministère a participé aux réunions liées au comité interministériel de la qualité de l'air du 6 février 2013.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
6 Accompagner l'élaboration des PCET et proposer des pistes d'amélioration	Un projet de circulaire est en cours de rédaction.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère de la réforme de l'état, de la décentralisation et de la fonction publique
7 Appuyer les objectifs de développement des filières d'énergies renouvelables	Un projet de circulaire est en cours de rédaction.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère de l'Intérieur

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
8 Contribuer à la mise en place de programmes d'action prioritaires en matière de rétablissement des continuités écologiques	Un projet de circulaire est en cours de rédaction.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
9 Contribuer à la cohérence de la mise en œuvre des réglementations environnement/santé publique/santé des travailleurs	Un projet de circulaire est en cours de rédaction.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère des affaires sociales et de la santé Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social
10 Veiller à privilégier les outils de participation du public et à associer des acteurs environnementaux	Un projet de circulaire est en cours de rédaction.	
11 Renforcer et coordonner les missions de contrôle des délits environnementaux et faciliter la poursuite des infractions	La Gendarmerie nationale et l'office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique (Oclasp) travaillent en partenariat afin de cibler sur tout le territoire national les investigations de police judiciaire liées aux délits environnementaux et à la lutte contre les sites illégaux de déchets.	
12 Engager un chantier pour revoir la gestion des ouvrages de protection contre les inondations et les submersions	Dans le cadre des travaux sur la stratégie nationale de gestion du risque d'inondation, l'élaboration d'une doctrine « ORSEC inondations » est prévue en 2013, laquelle inclura également le niveau communal avec le plan communal de sauvegarde (PCS).	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
13 Veiller à la cohérence entre la politique de transition écologique et les politiques européennes		

Ministère de l'Intérieur

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

14

Mieux intégrer les enjeux de la biodiversité et plus généralement de l'environnement dans la formation initiale et continue du corps préfectoral

Un module de e-formation à destination des hauts-fonctionnaires du ministère est en cours d'élaboration.

Le ministère participe au groupe de travail interministériel sur la définition du contenu d'un module de formation à la transition écologique qui est en préparation.

15

Mobiliser vos services en vue de l'élaboration de la future stratégie nationale pour la transition écologique

En cours, en préparation d'un travail interministériel au second semestre.

La refonte de la stratégie ministérielle est engagée de manière parallèle et concomitante.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement
pour le ministère du Commerce extérieur

| Juillet 2013

Ministère du Commerce extérieur

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
1 S'assurer de la prise en compte de la RSE dans les accords de libre échange et les échanges internationaux	<p>Des courriers ont été adressés aux enceintes internationales et européennes suivantes: Banque Mondiale et Commission Européenne (M. De Gucht) pour ce qui est des accords de libre-échange. D'autres sont en cours de rédaction.</p> <p>Le ministère a demandé à l'OCDE de renforcer la prise en compte de la RSE dans le commerce international et fera des propositions à l'automne.</p> <p>Le ministère œuvre en faveur de la facilitation des échanges de biens et services environnementaux et un groupe de travail a été créé avec le Danemark.</p> <p>Le ministère a pris position sur la directive sur le reporting extra financier proposée par la Commission européenne.</p>	Ministère de l'économie et des finances
2 Mobiliser les acteurs sur la mise en œuvre de la CITES et du protocole APA	La Direction générale en charge des douanes va intégrer à son projet de protocole de coopération avec le ministère de l'environnement un volet relatif au protocole de Nagoya.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
3 Promouvoir les entreprises françaises du secteur des éco-technologies et filières vertes à l'export	<p>Michèle Pappalardo, ancienne déléguée interministérielle au développement durable, a été nommée "fédératrice de la ville durable à l'export"</p> <p>La "ville durable" a fait l'objet de plusieurs déplacements officiels : Chine, Maroc, Indonésie,...</p> <p>Le groupe de travail "export" du comité stratégique de filière participe au développement des propositions.</p> <p>Un démonstrateur virtuel de l'offre française intégrée est en cours de réalisation.</p>	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère de l'égalité des territoires et du logement
4 Promouvoir la ville durable et structurer l'offre française à l'international		Ministère du redressement productif Ministère des affaires étrangères Ministère de l'économie et des finances

Ministère du Commerce extérieur

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
5 Poursuivre la lutte contre les produits qui ne respectent pas les réglementations environnementales	Action continue	
6 Prendre en compte la dimension environnementale et sociale dans les financements de projets à l'international	En cours d'analyse	Ministère de l'économie et des finances
7 Mieux associer les parties prenantes	Deux réunions se sont déroulées avec les fédérations professionnelles sur les accords de libre-échange avec le Japon et les USA. La Ministre rencontre régulièrement les ONG et syndicats. Une réunion sur l'accident survenu au Bangladesh s'est déroulée avec les syndicats, les ONG et les professionnels	
8 Renforcer la formation continue des cadres dirigeants et leur sensibilisation aux enjeux de la transition écologique	Le travail interministériel est en cours sur un module de formation aux enjeux de la transition écologique	Tous les ministères
9 Mobiliser les services sur l'élaboration de la future stratégie nationale de transition écologique	En cours, en préparation d'un travail interministériel au second semestre	Tous les ministères



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement
pour le ministère du Redressement productif

Juillet 2013

Ministère du Redressement productif

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
<p>1</p> <p>Soutenir les éco-industries en limitant la concurrence des producteurs moins respectueux des impacts environnementaux</p> <p>Renforcer le potentiel d'innovation des filières industrielles positionnées sur les objectifs de transition. Privilégier, à performance environnementale comparable, les technologies offrant le meilleur retour industriel et limitant le renchérissement du coût de l'énergie</p>	<p>Des critères favorisant le "made in France" ont été intégrés dans les appels d'offres concernant l'éolien et le photovoltaïque. Par le biais du comité stratégique de filière pour les éco industries (COSEI), le ministère co-pilote des actions en faveur d'une meilleure structuration des filières majeures des eco-industries.</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>
<p>2</p> <p>Renforcer le tissu industriel des filières concourant à la transition écologique</p>	<p>Concernant le biogaz, les orientations du plan azote méthanisation ont été présentées le 29 mars.</p> <p>Concernant les énergies marines renouvelables, les projets d'appel à manifestations d'intérêt sur l'hydrolien sont en préparation ; le second appel d'offres éolien offshore a été lancé; le rapport de la mission conjointe (CGEIET et CGEDD) a été remis le 18 mars 2013.</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>
<p>3</p> <p>Développer les véhicules consommant 2l/km</p>	<p>La plateforme automobile a établi une feuille de route et la filière s'organise autour d'un "projet 2 l/100 km d'ici 2020"; Un appel à manifestation d'intérêt de 250 M€ a été lancé mi mai 2013 par l'ADEME dans le cadre du programme des investissements d'avenir.</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p> <p>Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche</p>
<p>4</p> <p>Promouvoir les technologies de véhicules propres via la prolongation du bonus-malus pour les véhicules</p>	<p>Le bonus a été traité par décret en juillet 2012, le malus dans la LFI 2013. Discussions en cours pour fin 2013 et début 2014.</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>

Ministère du Redressement productif

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

5

Conduire la mission conjointe sur les infrastructures de recharge des véhicules électriques

Le dispositif d'aide de l'Etat au déploiement d'infrastructures de charge des véhicules électriques par toutes catégories de collectivités locales (Programme d'investissements d'avenir / ADEME) a été mis en place en janvier 2013.

Soutenir les innovations dans le parc automobile, dans les domaines ferroviaires, maritimes

Le lancement d'un nouvel appel à manifestation d'intérêt (AMI) de l'ADEME de 80 M€ pour le navire « économe, opérationnel, sûr, propre et intelligent » est en cours.
Le lancement d'un nouvel AMI de 40 M€ pour le ferroviaire est en cours.

6

Mobiliser et coordonner les acteurs pour le renforcement du tissu industriel concourant à la transition écologique, en particulier la BPI, les pôles de compétitivité, les entreprises, les Etablissements publics de recherche concernés

De nombreux pôles travaillent explicitement sur la transition énergétique, certains pour l'ensemble de leur activité (chimie verte, ville durable) d'autres pour parties (automobile, ferroviaire...).

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche

7

Veiller à l'évaluation et la prise en compte des impacts économiques et environnementaux associés à chacune des technologies et programmes soutenus

Les appels d'offres éolien offshore notamment, prennent en considération les capacités industrielles françaises. Le choix de soutenir les technologies hydroliennes puis éolien flottant, à fort potentiel d'emplois, est effectué. Une action continue vise à concilier réglementations environnementales et compétitivité des entreprises.

8

Poursuivre les activités du COSEI et appuyer la mise en œuvre des actions de structuration des filières identifiées

Le COSEI plénier du 27 novembre 2012 a permis d'officialiser 4 priorités: énergies renouvelables, eau, économie circulaire/recyclage/valorisation des déchets, efficacité énergétique, et a défini une priorité transversale : la ville durable. Les contrats de filières, en cours de définition reflèteront ces priorités.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère du Redressement productif

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
9 Inscrire la transition énergétique dans le programme de travail de chacun des comités stratégiques de filière associés à la CNI	Plusieurs contrats de filières ont/auront une dimension transition énergétique qui se reflète par exemple dans des projets structurant du type, véhicules 2l/100, navire du futur, chimie verte, ...	
10 Soutenir l'innovation et renforcer le tissu industriel de la filière nucléaire	Dans le cadre du comité stratégique filière nucléaire, a déjà été mené à bien un projet de « cahier des charges social applicable aux prestations de services et de travaux réalisées sur une Installation Nucléaire de Base en France » ayant vocation à être intégré dans les futurs appels d'offres des exploitants.	
11 Participer à l'identification des outils financiers et/ou réglementaires les plus adaptés à l'implication des PME dans la politique de rénovation thermique des bâtiments, en soutenant leur compétitivité	Le ministère participe aux travaux interministériels pour l'élaboration du plan de rénovation thermique	Ministère de l'égalité des territoires et du logement Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère de l'économie et des finances
12 Participer aux travaux d'évaluation notamment relatifs à ceux de la fiscalité écologique en apportant des éléments d'appréciation sur la dynamique industrielle, et la compétitivité de la France des conditions de conversion écologique des différents acteurs industriels	Le ministère participe à plusieurs groupes de travail contribuant au débat national sur la transition énergétique et n'est pas associé directement au groupe de travail concernant la fiscalité écologique.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère de l'économie et des finances

Ministère du Redressement productif

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

13

Contribuer à promouvoir un mécanisme d'inclusion carbone pour les secteurs inclus dans le système d'échange des quotas

Des propositions ont été faites pour relancer les travaux communautaires pour la mise en œuvre d'un mécanisme d'inclusion carbone applicable dans une première étape à quelques produits industriels intensifs en énergie (ciment et engrais).

Des propositions ont également été faites pour engager des réflexions sur les mesures de prévention des fuites de carbone à la lumière des résultats des négociations internationales de 2015.

Ministère des affaires étrangères

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

14

Etudier l'articulation entre le futur Conseil national de transition écologique et la Conférence nationale de l'industrie

Sera mis en oeuvre avec l'installation du CNTE

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

15

Faciliter l'utilisation des marchés publics comme levier stratégique d'incitation à la transition écologique des activités économiques

La conférence de l'achat public innovant a été organisée afin de concrétiser l'engagement du pacte de compétitivité de consacrer 2% de la commande publique à des achats innovants, y compris ceux favorisant la transition énergétique.

Une communication en conseil des Ministres a précisé la nécessité d'utiliser dès que possible des critères environnementaux et notamment l'empreinte carbone, ainsi que le cycle de vie des produits.

Ministère du Redressement productif

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

16

Contribuer aux actions de lutte contre les filières illégales de valorisation des déchets

Une action a été engagée pour la lutte contre les sites illégaux et les trafics associés relatifs aux véhicules hors d'usage.

Une réflexion a été menée pour élargir ce type de démarche à d'autres sites (traitement D3E notamment).

Dans le contrat de filière en cours d'élaboration du COSEI sur la Valorisation Industrielle des Déchets, les professionnels se sont engagés à soutenir l'Etat dans la lutte contre les sites illégaux et mettre en place une chaîne de confiance.

Un groupe de travail dédié à ce sujet a été créé au sein du COSEI.

Une mission (CGEIET, CGEDD) dédiée à la lutte contre les sites illégaux a été lancée.

Ministère de l'Intérieur

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

17

Réfléchir aux incitations possibles pour augmenter les taux de recyclage et d'utilisation de produits recyclés

La réflexion sur l'évolution de la commande publique pour favoriser l'utilisation de matières premières de recyclage dans le cadre d'appels d'offres a été engagée.

La réflexion est engagée sur l'évolution d'incitations réglementaires permettant la réutilisation de MPR (augmentation TGAP pour filières d'élimination).

Une mission sur l'économie circulaire (CGEIET, CGEDD) a été lancée.

Le travail est en cours sur le recyclage des pneumatiques.

18

Proposer les mesures de nature à accélérer et faciliter la prise en compte par les PME des enjeux et objectifs de la transition écologique

Un recentrage du fonds unique d'investissement (FUI) sur les PME a été engagé.

Ministère du Redressement productif

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
19 Veiller à la cohérence entre la politique de transition écologique et les politiques européennes	Le ministère a participé activement au « Eco industry action plan » de la Direction général environnement de la Commission européenne, comportant plusieurs réunions annuelles à Bruxelles et une co-présentation avec le Commissariat général au développement durable (MEDDE) des actions françaises en février 2013.	
20 Renforcer la formation continue des cadres dirigeants et leur sensibilisation aux enjeux de la transition écologique	Le travail interministériel est en cours sur un module de formation aux enjeux de la transition écologique	Tous les ministères
21 Mobiliser les services sur l'élaboration de la future stratégie nationale de transition écologique	En cours, en préparation d'un travail interministériel au second semestre	Tous les ministères



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement

pour le ministère de l'Écologie,
du Développement durable et de l'Énergie

| Juillet 2013

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
1 Lancer l'élaboration de la Stratégie nationale de transition écologique (SNTE) avec l'ensemble des ministères	L'élaboration est en cours au sein du ministère. Le plan envisagé pour la SNTE a été communiqué aux composantes du futur Conseil national de transition écologique	Tous
2 Préparer la conférence environnementale 2013	La préparation est engagée avec les parties prenantes. Un bilan de la conférence 2012 est en cours d'élaboration en concertation avec les parties prenantes. Les thèmes des 5 tables rondes ont été validés par le Premier ministre (biodiversité marine, mer et océan ; économie circulaire ; emplois de la transition écologique ; politique de l'eau ; éducation à l'environnement et au développement durable)	
3 Défendre, au sein de l'Union européenne, des objectifs de réductions des émissions de gaz à effet de serre de 40 % en 2030 et 60 % en 2040	La France, qui défend une position ambitieuse, appuiera la proposition de la Commission européenne, conforme à son objectif pour 2030, de -40 %. Lors du Conseil européen du 22 mai 2013, la France a obtenu que la définition d'un cadre de politique énergétique et climatique pour 2030 soit débattue lors du Conseil européen de mars 2014, en vue d'un accord politique.	Ministère des Affaires étrangères
4 Rechercher un accord global sur le climat à la conférence de 2015.	La candidature française pour accueillir la conférence en 2015 a été présentée à la Conférence de Doha, où elle a reçu un accueil favorable. La décision formelle sera prise à la conférence de Varsovie fin 2013. Le site du Bourget a été retenu pour accueillir la conférence	Ministère des Affaires étrangères
5 Piloter le débat national sur la transition énergétique	Le Conseil national du débat national sur la transition énergétique a été installé le 29 novembre 2012. Le débat s'est déroulé au 1 ^{er} semestre sur tout le territoire. Une synthèse des débats sera présentée à la conférence environnementale 2013. Un projet de loi de programmation sera présenté à l'automne 2013.	

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
6 Soutenir activement : - le développement des énergies renouvelables - la constitution ou le développement, en relation avec le ministère du Redressement productif, de filières nationales créatrices d'emplois - et promouvoir l'ensemble des acteurs de l'économie verte	<p>La quasi-totalité des mesures fixées par la feuille de route pour les énergies renouvelables (éolien, solaire, énergies marines, biomasse et méthanisation) sont mises en place ou en cours de mise en oeuvre.</p> <p>Les travaux du comité stratégique des éco-industries (COSEI) ont été relancés afin de structurer le développement de quatre filières prioritaires.</p>	Ministère du Redressement productif
7 Engager la concertation sur la reconversion du site de Fessenheim.	M. Francis Rol-Tanguy a été nommé délégué interministériel à la fermeture de la centrale nucléaire et à la reconversion du site de Fessenheim.	
8 Œuvrer au renforcement du cadre international de la sûreté nucléaire	Une initiative pour le renforcement de cadre international de sûreté nucléaire et de responsabilité civile nucléaire a été présenté au Japon en décembre 2012	
9 Accélérer la rénovation thermique des logements	Le volet rénovation énergétique du plan d'investissement pour le logement a été présenté le 21 mars. Il comporte des mesures à effet immédiat et des orientations en vue d'un système pérenne courant 2014.	Ministère de l'Égalité des Territoires
10 Continuer à accompagner l'élaboration des PCET	Les modalités d'accompagnement seront prochainement précisées.	Ministère de l'Intérieur Ministère de la Réforme de l'Etat, de la Décentralisation et de la Fonction publique

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
11 Engager une politique propre à enrayer le recul de la biodiversité et à participer aux négociations européennes et internationales en la matière.	<p>Le projet de loi-cadre sur la biodiversité est en cours de préparation.</p> <p>La France participe activement aux négociations internationales en matière de biodiversité et a notamment pris des initiatives pour la protection de la Haute mer.</p>	Tous les ministères
12 Instaurer la création d'une Agence nationale de la biodiversité	<p>Une mission de préfiguration a été confiée à J.-M. Michel et B. Chevassus-au-Louis le 3 décembre 2012.</p> <p>Le 1er rapport des préfigurateurs, remis début février, a été complété mi-avril et l'avancement du projet est débattu avec les parties prenantes (réunions du 19 février, du 16 avril et du 11 juin).</p> <p>L'agence sera créée par la loi-cadre biodiversité dont le projet doit être soumis au Parlement d'ici l'automne.</p>	
13 Instaurer et développer les continuités écologiques en relation avec les régions	<p>Le comité national Trame verte et bleue a été créé par décret du 31 octobre 2012.</p> <p>Le décret relatif à la trame verte et bleue a été publié le 27 décembre 2012.</p> <p>Le projet de décret portant approbation des orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques a reçu un avis favorable du comité national trames verte et bleue et a été transmis au Conseil d'Etat en vue de sa publication.</p> <p>Le premier programme d'actions de la stratégie de création d'aires protégées est prévu à l'automne, après consultation des préfets et recueil de l'avis des instances nationales.</p> <p>Les schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE) sont en cours d'élaboration dans les régions. 6 devraient être adoptés début 2014, et 19 au total fin 2014. Les programmes d'action prioritaires en résulteront.</p>	

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
14 Présenter une loi-cadre sur la biodiversité d'ici l'automne 2013	<p>Le travail de rédaction et de concertation est largement engagé en vue de la présentation du projet de loi-cadre à l'automne.</p> <p>Les débats en région, qui nourriront l'élaboration du projet de loi-cadre, se sont déroulés de mars à juin.</p>	
15 Veiller à la réduction du rythme d'artificialisation des sols	<p>Des dispositions sont prévues dans le projet de loi logement et urbanisme.</p>	Ministère de l'Égalité des Territoires
16 Développer une action spécifique Outre-mer, où les enjeux de préservation de la biodiversité sont particulièrement importants	<p>Les débats locaux se sont tenus et formeront la base de la mise en place des initiatives françaises pour la conservation et la gestion de la biodiversité outre-mer (IFREBIOM) locales.</p> <p>Le renforcement progressif des programmes de connaissance de la biodiversité en outre-mer devra se faire dans les programmations budgétaires à venir. La réalisation d'inventaires complets localisés pourra prendre la forme d'un projet de recherche partenarial.</p> <p>Les travaux relatifs au réseau d'espaces DOM s'intègrent dans ceux relatifs à la trame verte et bleue.</p>	Ministère des Outre-Mers
17 Veiller à la diminution de l'usage des produits phytosanitaires	<p>Le ministre de l'Agriculture a présenté des axes de travail au comité national d'orientation et de suivi du Plan Ecophyto le 9 octobre 2012. Plusieurs missions d'inspection sont en cours pour compléter l'évaluation du plan Ecophyto et définir précisément les mesures de renforcement : par exemple, la mission IGF-CGEDD-CGAAER sur la fiscalité des produits phytosanitaires devrait publier son rapport fin juillet.</p>	Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

18

Veiller à la mise en œuvre de l'interdiction des épandages aériens

Un bilan des dérogations à l'interdiction de l'épandage aérien de pesticides a été réalisé. L'arrêté du 31 mars 2011 est en cours de révision.

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

19

Veiller au moratoire sur les OGM

Le Conseil d'État a annulé les mesures prises par la France dans un arrêté de mars 2012 pour interdire la culture du maïs transgénique MON810. En effet, les clauses de sauvegarde invoquées par le précédent gouvernement notamment en 2012 n'étaient pas suffisamment étayées.

Tirant les conséquences de cette décision, Philippe Martin et Stéphane Le Foll ont demandé à leurs services de travailler sur de nouvelles pistes pour créer un cadre réglementaire adapté durablement au maintien du moratoire sur la mise en culture de semences OGM. Une décision sera prise avant les prochains semis qui auront lieu entre avril et juin 2014.

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

20

Veiller à la réalisation du bilan de la politique de l'eau

Une évaluation de la politique de l'eau a été engagée (décision du comité interministériel de modernisation de l'action publique du 18 décembre 2012).

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

21

Conforter les engagements de la France en matière de protection de la biodiversité et des ressources naturelles

Dans le domaine de la CITES, la France a participé à la 16ème session de la Conférence des Parties à cette Convention (Bangkok, mars 2013), au cours de laquelle d'importantes décisions ont été prises en matière de gestion durable des prélèvements de poissons exploités commercialement

Par ailleurs, sous la conduite du MAE, une réflexion est en cours pour que la France participe activement à l'action de lutte anti-braconnage et commerce illicite associé concernant notamment l'éléphant et les rhinocéros.

Un accord politique, équilibré et ambitieux, soutenu par la France, est intervenu sur la réforme de la Politique commune des pêches (PCP) le 30 mai, permettant une reconstitution des stocks halieutiques et garantissant les emplois sur le littoral. Les négociations se poursuivent sur le futur instrument financier de la PCP, le FEAMP, l'objectif de la présidence lituanienne est d'aboutir à un accord pour la fin du deuxième semestre 2013.

Ministère des Affaires étrangères

22

Réduire les risques sanitaires environnementaux à travers notamment de la préparation du PNSE 3

Un projet de stratégie nationale sur les perturbateurs endocriniens est en cours d'élaboration.

La mise à jour de l'avis de l'ANSES sur les effets sanitaires des radiofréquences sera rendu à la rentrée 2013.

La mise à jour du portail Toutsur'l'environnement pour l'information du public sur les principaux avis et études sur les risques est également en cours.

Ministère des Affaires sociales et de la Santé

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

23

Veiller à développer une politique de nature à améliorer sensiblement la qualité de l'air dans les grandes agglomérations

Le plan d'urgence pour la qualité de l'air a été présenté au Comité interministériel de la qualité de l'air (CIQA), le 6 février.

Les premiers textes d'application du plan d'urgence ont été présentés au CIQA suivant du 30 avril.

Une lettre aux préfets a été signée le 30 avril également, par la ministre pour la mise en œuvre des mesures du plan d'urgence en cohérence avec les plans de protection de l'atmosphère et leur évaluation de la qualité de l'air.

24

Proposer des mesures pour développer la fiscalité écologique dans le cadre du projet de loi de finances pour 2014 et sur un schéma pluriannuel intégrant les mesures du pacte pour la compétitivité.

Les mesures suivantes ont été formulées :

- durcissement du malus auto votée dans le cadre de la LFI 2013.

- renforcement de la TGAP polluants atmosphériques votée dans le cadre de la LFI 2013.

- mission en cours sur les modalités de révision des taux de défiscalisation des biocarburants en 2014 et 2015.

- installation du Comité pour la fiscalité écologique (CFE) le 18 décembre 2012; programme de travail en cours; premiers avis rendus

Ministère de l'Economie et des Finances

25

Préparer des propositions de financement innovant de la transition écologique, en veillant à ne pas pénaliser la compétitivité à l'international de nos secteurs économiques

Les travaux sont en cours dans le cadre du Comité pour la fiscalité écologique.

Le livre blanc pour le financement de la transition écologique devrait être finalisé mi-2013.

Ministère de l'Economie et des Finances

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

26

Réformer la gouvernance environnementale et refonder la démocratie environnementale

La création du Conseil national de la transition écologique est inscrite dans la loi sur la participation citoyenne (27/12/2012). Ses prérogatives sont étendues.
Le projet de décret est à la signature du ministre.

27

Organiser à la fin du printemps 2013 des « États généraux de la modernisation du droit de l'environnement ».

Les Etats généraux ont eu lieu le 25 juin.

28

Promouvoir le développement de la responsabilité sociétal des entreprises (RSE)

La plate-forme interministérielle sur la RSE est rattachée auprès du Commissariat général à la Stratégie et à la Prospective et a été lancée le 17 juin.

Le projet de décret modifiant le décret du 24 avril 2012 est en cours de signature.

L'arrêté relatif aux organismes tiers indépendants (consultation des parties prenantes menée en décembre-janvier) a été publié.

Une mission pour préparer une nouvelle étape dans le déploiement des démarches de RSE a été confiée à Mme Lydia Brovelli et MM. Eric Molinié, Xavier Drago, le 20 février 2013 et a rendu son rapport le 14 juin 2013.

Les documents préparatoires au Plan national français sur la RSE ont été transmis à la Commission Européenne.

Ministère du Travail, de l'Emploi de la Formation professionnelle et du Dialogue social

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
29 Favoriser la mutation électrique du parc automobile	<p>Un dispositif d'aide de l'Etat au déploiement d'infrastructures de charge véhicule électrique a été mis en place en janvier 2013</p> <p>Un projet de dispositif d'aide vers le secteur privé a été ébauché. Un dispositif d'accompagnement des actions de mobilisation de l'Etat et de ses opérateurs a été détaillé dans une circulaire du Premier ministre du 3 décembre 2012.</p>	Ministère du Redressement productif
30 Engager le 3ème appel à projets pour le développement des transports en commun en site propre, avec priorité aux modes doux, aux bus à haut niveau de service.	<p>Le 3ème appel à projet transports collectifs, lancé début mai prévoit une partie consacrée au vélo en visant à favoriser l'intermodalité et le développement des parkings à vélo de grande capacité.</p>	
31 Engager un plan ambitieux de développement de l'usage du vélo	<p>Une mission a été confiée le 10 mai dernier à la Coordination interministérielle pour le développement de l'usage du vélo dont l'objectif est d'étudier les impacts d'un système d'incitations économiques par les entreprises à la pratique du vélo. Cette mission s'inscrit dans un groupe de travail plus large lancé en juin, qui doit proposer d'ici la fin de l'année un plan d'actions pour le développement des modes actifs.</p>	
32 Relancer le fret ferroviaire et engager des actions résolues d'articulation des ports avec leur arrière pays par des modes de transport combiné	<p>Une conférence périodique est en cours de préparation pour le fret ferroviaire réunissant l'ensemble des parties prenantes qui permettra de consolider un plan d'actions partagées pour la relance du fret ferroviaire.</p>	

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
33 Veiller à la mise en œuvre de l'écotaxe pour les poids lourds	Une modulation du barème de l'éco-taxe a été introduite, par arrêté du ministère des transports et du budget, en fonction de la catégorie du véhicule et de sa classe EURO (bonus pour les EURO V et VI et malus pour les EURO I, II et III). Les taux de l'écotaxe ont été fixés pour 2013 et 2014 par deux arrêtés du 23 mai 2013 et les catégories de véhicules concernées par un décret du 11 juillet 2013.	Ministère de l'Economie et des Finances
34 Engager des actions conduisant au développement dans les années à venir des motorisations des navires au gaz naturel liquide (GNL) qui contribuent à la réduction de la pollution de l'air.	Une mission de promotion du GNL comme mode de propulsion alternatif des navires de mer a été mise en place en 2012 par le CGEDD. Elle vise à fédérer les différents acteurs concernés : armateurs, ports, énergéticiens	
35 Veiller à ce que les choix qui seront opérés par la commission Mobilité 21 prennent en compte le critère environnemental.	La commission Mobilité 21 a évalué les projets à partir d'une analyse multicritères s'organisant autour de quatre thèmes d'évaluation dont celui de la performance écologique. Celle-ci est évaluée en fonction des effets attendus sur l'environnement (empreinte) et des contributions à la transition écologique et énergétique appréciées au travers de des effets sur les émissions de gaz à effet de serre et de la contribution au développement des transports collectifs ou à l'utilisation des transports de marchandises massifiés.	
36 Veiller à la cohérence entre la politique de transition écologique et les politiques européennes	La transition écologique est au cœur des positions défendues par le Ministère dans les instances communautaires.	
37 Renforcer la formation continue des cadres dirigeants et leur sensibilisation aux enjeux de la transition écologique	Un travail interministériel d'élaboration d'un module de formation est en cours.	



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement

pour le ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation
professionnelle et du Dialogue social

| Juillet 2013

Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

1	Contribuer à la mise en place plate-forme d'actions globale pour la responsabilité sociale et environnementale (RSE)	La plate-forme RSE a été installée le 17 juin 2013 auprès du Commissariat général à la stratégie et à la prospective.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère du commerce extérieur Ministère de l'économie et des finances Ministère des affaires étrangères
2	S'associer aux travaux pour l'amélioration du cadre normatif de la RSE	L'arrêté mettant en place un mécanisme de vérification des informations a été publié. Le projet de décret modifiant le décret du 24 avril 2012 est en cours de signature.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère du commerce extérieur Ministère de l'économie et des finances Ministère des affaires étrangères Ministère de la Justice
3	Lancer une mission pour une meilleure prise en compte de la RSE dans les entreprises	La mission interministérielle a rendu ses conclusions le 13 juin 2013. Elles ont été présentées lors de l'installation de la plate-forme RSE.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère du commerce extérieur Ministère de l'économie et des finances
4	S'assurer de l'articulation des réglementations santé au travail, santé publique et santé environnementale	Une première réunion interservices a eu lieu et une deuxième est prévue d'ici l'été. Une formalisation de pistes de travail est prévue à l'issue de ces réunions Le sujet a été au cœur de la table ronde qualité de vie au travail et sera intégré dans le prochain plan santé au travail.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère des affaires sociales et de la santé
5	S'associer aux travaux sur le mandat environnemental	A initier	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère de la jeunesse, des sports, de l'éducation populaire et de la vie associative

Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

6	Prendre en compte les besoins des associations et organisations oeuvrant en matière d'environnement et de développement durable dans la politique de soutien à l'emploi	Le bilan des arrêtés régionaux ayant ouvert l'accès au recrutement de jeunes en emplois d'avenir pour les employeurs du marchand de secteurs verts ou verdissants est en cours.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
7	Prendre en compte les problématiques spécifiques liées à la transition énergétique dans les réflexions sur les transitions professionnelles	Le ministère participe aux réflexions dans le cadre du débat national sur la transition énergétique.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
8	Développer la sensibilisation et l'information des publics (les étudiants, les actifs, les entreprises) sur les métiers verts ou verdissants	Une étude conjointe sur la transférabilité des compétences des filières traditionnelles en difficultés vers les filières vertes émergentes va être lancée très prochainement par la DGEFP et le CGDD.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
9	observer et anticiper l'évolution des emplois : - refondation du réseau d'observation et de prospective des emplois - études prospectives emploi dans des secteurs verts - finaliser les travaux sur filière du recyclage et donner suite travaux sur la construction - évaluer les besoins d'actions partenariales chez d'autres secteurs verts,	Un groupe d'experts des travaux de prospective a été mis en place afin de proposer des modalités de mise en oeuvre d'un réseau d'observation et de prospective des emplois et des compétences. Ce réseau sera animé par le commissariat général à la stratégie et à la prospective comme annoncé à la grande conférence sociale pour l'emploi des 20 et 21 juin 2013. Le ministère de l'emploi poursuit le pilotage d'un ADEC sur la filière du recyclage (travaux engagés en 2012). Le ministère participe au groupe emploi du comité stratégique de filière relatif aux éco-industries (COSEI).	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
10 Sélectionner plateforme d'appui aux mutations économiques dans bassin "verts"	3 plateformes ont mis les éco-activités dans les filières prioritaires de leur activité : Lille Métropole (ensemble des éco-activités), Seine-maritime (éolien), Saint Nazaire (éolien et énergies marines renouvelables)	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
11 Mettre en œuvre la transposition de la convention de l'organisation internationale du travail (OIT) sur le travail maritime	Les services de l'Inspection du travail sont associés au processus de certification et de contrôle des navires en matière sociale	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
12 Renforcer la formation continue des cadres dirigeants et leur sensibilisation aux enjeux de la transition écologique	Le ministère encourage ses agents à suivre de telles formations et soutient les initiatives en ce domaine de la part du SGG (formation "inscrire l'action publique dans la transition énergétique" par exemple).	Tous les ministères
13 Mobiliser les services sur l'élaboration de la future stratégie nationale de transition écologique	En cours, en préparation d'un travail interministériel au second semestre	Tous les ministères



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement
pour le ministère de la Défense

Juillet 2013

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
<p>1 Préserver la biodiversité terrestre sur les terrains mis à la disposition de la Défense et contribuer à la préservation des espaces marins</p>	<p>Les cessions des emprises au Conservatoire du Littoral déjà réalisées : 451,6 ha dont 67,16 ha pour le premier trimestre 2013.</p> <p>Le protocole biodiversité a été signé le 2 avril 2013 entre le ministère de l'écologie et le ministère de la défense. Sur les sites Natura 2000, 11 documents d'objectifs sur 12 ont été lancés (dont 6 validés).</p> <p>La Marine a effectué 1025 contrôles de pêche et dressé 1 PV de pollution au premier trimestre 2013.</p>	<p>Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie</p>
<p>2 Progresser dans la maîtrise des consommations énergétiques et l'emploi des énergies les plus faiblement émettrices de gaz à effet de serre</p>	<p>80% (43 bases) des 54 bases de défense ont lancé un projet de certificat d'économie d'énergie.</p> <p>Concernant le site de la Valbonne, le contrat de performance énergétique est en cours d'attribution.</p> <p>25 emprises militaires sont recensées pour un raccordement au réseau de chaleur urbain utilisant des énergies renouvelables.</p>	
<p>3 Limiter les impacts environnementaux des matériels et équipements de la Défense sur l'ensemble de leur cycle de vie</p>	<p>Le ratio du nombre d'opérations d'armement écoconçues est de 44% (47 sur 107) pour 2012 (suivi annuel).</p> <p>Concernant l'état du démantèlement en 2013, des marchés sont en cours de notification pour les navires, en cours d'élaboration pour les aéronefs, en cours d'exécution pour les munitions (suivi semestriel).</p>	

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
<p>4 Mener une politique industrielle favorisant la recherche, l'innovation et la transition écologique ainsi que le développement des PME et entreprises de taille intermédiaire (ETI)</p>	<p>Le montant des programmes recherche et innovation (CP 2013) s'élève à 123 M€ au 31 mars (la part relevant de la transition écologique n'est pas identifiable).</p> <p>L'instruction ministérielle « Pacte PME » a été signée le 21 mars 2013. L'ensemble des mesures a été engagé à la fin du premier trimestre 2013 (suivi semestriel).</p> <p>Les actions en cours de mise en œuvre consistent en l'information en région sur les marchés, les procédures et l'organisation de la fonction achat du ministère, la signature de conventions bilatérales avec les maîtres d'œuvre industriels pour favoriser la croissance des PME.</p>	<p>Ministère du Redressement Productif</p>
<p>5 Poursuivre le travail de formation et de sensibilisation tant des cadres supérieurs que de l'ensemble des agents au développement durable et aux enjeux de la transition écologique</p>	<p>Pour les cadres supérieurs, un module DD de 3h est prévu dans le stage « cycle supérieur de management/option management général ». Un stage "manager responsable" est en cours d'élaboration. Le Ministère participe au groupe de travail interministériel sur la définition du contenu d'un module de formation à la transition écologique.</p> <p>Pour l'ensemble des agents, le DD est intégré dans les formations initiales, d'adaptation à l'emploi et dans le cadre de la formation continue.</p>	
<p>6 Veiller à la cohérence entre la politique de transition écologique et les politiques européennes</p>	<p>Le ministère a participé au groupe d'experts <i>DEFence NETwork</i> des ministères européens de la défense en matière de réglementations environnementales européennes (réunion à Helsinki les 23 et 24 mai).</p>	
<p>7 Mobiliser les services sur l'élaboration de la future stratégie nationale de transition écologique</p>	<p>Un club des ambassadeurs du DD a été mis en place en décembre 2012 au ministère de la défense (10 membres).</p> <p>Dans l'attente de la mise en œuvre de la nouvelle SNTE, le ministère poursuit les actions engagées en matière de développement durable. Les Trophée 3D (Défense développement durable) ont été remis aux lauréats le 2 avril 2013 conjointement par les ministres de la défense et de l'écologie pendant la semaine du développement durable.</p>	<p>Tous les ministères</p>



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement
pour le ministère de la Culture et de la Communication

| Juillet 2013

Ministère de la Culture et de la Communication

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

1

Mobiliser les lieux interactifs d'exposition du savoir et de vulgarisation scientifiques et faire des programmes d'actions avec les centres de culture scientifique, technique et industrielle (CCSTI)

Un programme d'actions va être établi pour Universcience à partir d'un état des lieux des actions passées. Le recueil de données a été initié pour la cité des sciences et de l'industrie.

Ministère de l'éducation nationale

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

2

Veiller à l'extension du dispositif de plan de gestion des jardins historiques aux établissements de votre ministère et faire des propositions sur l'évolution de la place et du rôle des jardins en ville

La vingtaine d'établissements publics assurant la maîtrise d'ouvrage des interventions sur les jardins protégés a été invitée à mettre en place un plan de gestion, un expert jardins étant mis à leur disposition pour les y aider. Ce dispositif sera encouragé par ailleurs sur les jardins des châteaux musées.

Des propositions sont en cours d'élaboration par le Conseil National des parcs et jardins sur le thème de la place et du rôle des jardins en ville.

Dans la loi « patrimoine », il est prévu :

- l'affirmation de la notion de « paysage culturel » en milieu urbain
- l'amélioration des préservation et création de jardins et espaces plantés grâce aux outils de gestion des espaces protégés ainsi que des protections et possibilités d'extension des jardins historiques relevant des domaines nationaux.

3

Inclure systématiquement l'objectif de sensibilisation aux enjeux de biodiversité des personnels travaillant dans les structures

Un responsable de la stratégie nationale de la biodiversité doit intervenir prochainement devant les correspondants Développement durable des établissements publics et services à compétence nationale du ministère.

Le « Rendez-vous du développement durable » de la semaine du développement durable 2013 a été consacré à la préservation de la biodiversité.

Ministère de la Culture et de la Communication

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

4

Proposer des évolutions réglementaires concernant l'intervention des architectes dans la conception urbaine et la maîtrise d'œuvre

Le ministère de la culture rédige ou participe aux projets de loi en cours pour :

- veiller à une meilleure articulation des questions de surélévation et de densification avec celle de la qualité architecturale et urbaine
- soutenir les conseils d'architectures, de l'urbanisme et de l'environnement (CAUE) dans leur rôle de conseil architectural et environnemental
- apporter sa contribution à la mise en oeuvre de résultats partagés sur le plafond de dispense du recours obligatoire à l'architecte

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

5

Faire évoluer la réglementation sur l'affichage publicitaire

Dans le cadre des réflexions menées par le MEDDE, le ministère de la culture veille au maintien d'un haut niveau d'exigence qualitative en matière d'affichage sur les monuments historiques et dans les espaces protégés au titre du code du patrimoine et à la mise en place d'un encadrement aux dérogations (plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV), aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) voire plan local d'urbanisme (PLU) « patrimoniaux »).

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

6

Contribuer à la lutte contre l'artificialisation des espaces naturels et agricoles

Un contact a été pris avec le MAAF pour une sensibilisation conjointe des services destinée à inciter à une densification de qualité pour limiter la consommation d'espaces et à une implantation adéquate d'énergies renouvelables.

Un groupe de travail a été constitué pour des propositions sur la qualité de la densification.

Le recours au conseil architectural comme levier pour réussir la densification et éviter l'étalement urbain est proposé dans le cadre de la future loi « patrimoines ».

Le ministère contribue à la lutte contre l'étalement urbain en favorisant l'attractivité et la requalification des centres villes historiques grâce à la politique des secteurs sauvegardés et à la mise en oeuvre de PSMV.

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt

Ministère de l'égalité des territoires

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

7

Veiller à la formation des architectes et entreprises spécialisées pour intégrer les enjeux d'efficacité énergétique dans la rénovation des bâtiments inscrits, ou classés au titre des monuments historiques.

Les institutions et particuliers propriétaires de monuments historiques feront l'objet d'actions de sensibilisation

Diverses actions sont engagées pour intégrer les enjeux de transition écologique dans les formations des métiers des domaines de compétence du ministère (identification des formations DD et notamment l'amélioration thermique du bâti existant dans le cursus des architectes ; sensibilisation des maîtres d'oeuvre et d'ouvrage des travaux sur monuments historiques et sur les bâtiments labellisés patrimoine du XXème siècle ; participation au groupe de travail "explorer l'obligation de rénovation énergétique dans le secteur résidentiel" piloté par le Plan Bâtiment durable ; extension des formations spécifiques DD aux futurs responsables des musées)

En outre, le volet développement durable des contrats de performance des établissements publics musées sera développé. Une initiation d'une action en faveur de la valorisation des aspects DD sera intégrée lors de conférences budgétaires des services à compétence nationale.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère de l'égalité des territoires

8

Contribuer au développement des filières d'énergie renouvelable:

- par la recherche architecturale, urbaine et paysagère
- en facilitant l'implantation des installations de production d'énergie éolienne tout en préservant la valeur culturelle et paysagère des biens inscrits sur la liste du patrimoine mondial, monuments historiques, sites et espaces protégés.
- en participant au développement de ces filières en faisant des propositions en 2013

Le ministère pilote le programme de recherche fondamentale 2011-2015 « IMR » Ignis mutat res : penser l'architecture, la ville et les paysages au prisme de l'énergie.

Le ministère procède à l'identification des espaces protégés où l'implantation d'éoliennes est à proscrire et des zones dans lesquelles ces implantations doivent être encouragées sous réserve de leur bonne intégration paysagère.

Le ministère formule des propositions réglementaires centrées sur un contrôle de la cohérence des différents chantiers soumis à permis de construire, à la fois dans l'espace (SRE) et dans le temps.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère de l'égalité des territoires

Ministère de la Culture et de la Communication

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

9	Généraliser la connaissance des enjeux de transition écologique dans le cursus des professions	Le ministère prévoit le financement de deux contrats doctoraux sur la période 2013-2014 concernant les professions liées à l'architecture relativement à ces enjeux.
10	- Favoriser l'intégration de ces enjeux dans les formations continues - sensibiliser dans les établissements d'enseignement supérieur	Des échanges ont été engagés avec la Direction Générale des médias et des industries culturelles. Le cadre de l'actualisation de l'enquête de 2010 sur les bonnes pratiques en matière de développement durable des acteurs publics et privés des médias et des industries culturelles est en cours pour une réalisation en 2014.
11	Favoriser le développement dans l'enseignement artistique et la programmation culturelle des établissements des nouvelles approches de la relation entre nature et homme	Les thématiques de développement durable font partie des préoccupations des écoles nationales d'art en particulier dans les cursus de design. Des initiatives de programmation culturelle relatives à la relation entre nature et homme ont été repérées. Les exemples significatifs seront diffusés aux établissements d'enseignement supérieur.
12	Faire des propositions pour la commande publique architecturale et artistique	Des échanges ont été engagés avec la Direction Générale de la création artistique concernant la commande publique et le 1 % : la campagne d'audits sur les améliorations énergétiques de plusieurs théâtres est en cours.
13	Inciter les professionnels de la presse écrite à l'usage de matières premières recyclées.	Le ministère accompagne la signature par les éditeurs de presse d'une charte sur le développement durable qui a été signée le 17 juillet.

Ministère de la Culture et de la Communication

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

14

Elaborer des propositions d'amélioration des règles et pratiques de la maîtrise d'ouvrage publique.

Le groupe de travail piloté par le ministère sur les conditions de production de la qualité architecturale comme élément du développement durable dans le contexte de la transition écologique, avec la mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques, a été mis en place.

Un cadre de recueil de l'expertise des architectes conseil du service des musées pour améliorer les performances énergétiques des musées est à établir.

15

Adapter et faire évoluer la qualité architecturale et l'évolution des usages tout en contribuant à la réflexion sur la ville durable

Le travail a été engagé pour promouvoir la mise en œuvre de documents d'urbanisme opérationnels et tournés vers le projet intégrant les objectifs de déplacements urbains et d'habitat (à l'instar des PSMV) et ceux de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine et de développement durable (à l'instar des AVAP).

16

Articuler les enjeux de l'agenda 21 environnemental et sa composante culturelle

La réflexion reste à engager.

Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie

17

Veiller à la cohérence entre la politique de transition écologique et les politiques européennes dans votre champ de compétence

Dans le cadre de la préparation de la directive Qualification Professionnelle prévue pour mi-2013, le ministère porte la proposition d'intégrer dans les compétences à acquérir pour la profession d'architecte celle du développement durable.

Ministère de la Culture et de la Communication

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

18

Renforcer la formation continue des cadres dirigeants et leur sensibilisation aux enjeux de la transition écologique

Un travail interministériel est en cours sur un module de formation aux enjeux de la transition écologique.

Tous les ministères

19

Mobiliser les services sur l'élaboration de la future stratégie nationale de transition écologique

En cours, en préparation d'un travail interministériel au second semestre

Tous les ministères



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement
pour le ministère de l'Enseignement supérieur
et de la Recherche

| Juillet 2013

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
1 Veiller à l'élaboration, pour juin 2013, par les alliances Allenvi, Aviesan et Athena, d'un plan prévention, épidémiologie et recherche fondamentale en toxicologie et en éco-toxicologie préventive	Les alliances sont mobilisées depuis décembre 2012.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
2 Faire participer le corps d'inspection de votre ministère (IGAENR) à l'évaluation du Plan national santé environnement (PNSE 2)	La lettre de mission conjointe aux 3 inspections (Ministères Affaires sociales, écologie, recherche) a été envoyée le 10 décembre 2012. Les premières réunions se sont tenues en février 2013.	Ministère des affaires sociales et de la santé Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
3 Faire participer les organismes de recherche concernés, regroupés au sein des alliances Allenvi et Aviesan, à l'élaboration du nouveau plan PNSE 3	Les alliances ont été mobilisées.	Ministère des affaires sociales et de la santé Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
4 Faire participer les organismes de recherche concernés, regroupés au sein des alliances Allenvi et Aviesan à la réflexion sur une stratégie nationale sur les perturbateurs endocriniens	Les Alliances AllEnvi et Aviesan et des représentants du MESR (DGRI) ont participé au Comité piloté par le ministère de la Santé.	Ministère des affaires sociales et de la santé Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
5 Développer la recherche participant à la transition énergétique par les programmes thématiques de l'Agence nationale de la recherche (ANR)	Les programmes thématiques ont été validés par le Conseil d'administration de l'ANR (« transports durables et mobilité », « villes et bâtiments durables », « systèmes énergétiques efficaces et décarbonés », « biomatières et bioénergies ») et inscrits au budget 2013. Les appels d'offres sont ouverts.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
6 Appuyer une initiative par le biais de l'ADEME sur des démonstrateurs d'énergie hydrolienne à taille pré-industrielle	L'initiative est inscrite dans les investissements d'avenir. Un projet d'appel à manifestation d'intérêt (AMI), lancé le 13 mai et courant jusqu'au 31 octobre 2013.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
7 Faciliter l'implication de la communauté scientifique à l'international dans les domaines du changement climatique et de la biodiversité	L'alliance AllEnvi a donné son accord pour représenter l'ensemble de la communauté scientifique concernée dans l'IPBES. Cela est en cours pour le GIEC.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère des affaires étrangères
8 Contribuer, aux côtés du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et des autres ministères concernés, à la conception de la future agence de la biodiversité (...)	Les entretiens ont été réalisés avec les préfigureurs désignés par la ministre en charge de l'écologie avec prise en compte dans la mission de la modification des statuts du MNHN.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
9 Contribuer à la définition du comité national de la biodiversité, en veillant à la bonne articulation avec l'alliance Allenvi et la Fondation de recherche pour la biodiversité (FRB).	Le ministère a participé aux réunions organisées par le ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie. Une inspection de la FRB a été lancée en janvier dernier à la demande des fondateurs pour s'assurer de l'adéquation de l'outil.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
10 Réaliser un état des lieux des actions existantes intégrant une dimension écologique, environnementale et/ou de développement durable au sein des formations de l'enseignement supérieur	Les travaux sont en cours.	
11 Développer la recherche sur les sujets relatifs à la transition écologique et favoriser l'apport de l'expertise scientifique au profit des autorités publiques	L'objectif de la transition écologique est intégré dans les lettres de mission des nouveaux dirigeants d'organismes de recherche ainsi que dans les lettres de cadrage budgétaires des organismes de recherche.	

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
12 Soutenir les activités de la recherche appliquée en lien notamment avec les pôles de compétitivité dans le domaine environnemental	Le ministère participe activement aux appels d'offres gérés par l'ADEME dans le cadre des investissements d'avenir. La contractualisation des instituts d'excellence énergies décarbonées est en cours.	
13 Veiller à la cohérence entre la politique de transition écologique et les politiques européennes	Le ministère est engagé dans l'élaboration de la SNRE, le suivi et la révision de la SNB. La transition écologique sera prise en considération dans la nouvelle stratégie nationale de recherche prévue dans la future loi « enseignement supérieur et recherche ». Le ministère participe également activement à Horizon 2020, document de référence pour la recherche de l'Union européenne	
14 Renforcer la formation continue des cadres dirigeants et leur sensibilisation aux enjeux de la transition écologique	Les enjeux de la transition écologique sont pris en compte dans l'action du responsable du développement durable au sein du secrétariat général commun aux ministères de l'enseignement supérieur et de la recherche et de l'éducation nationale. Un travail interministériel sur la définition du contenu d'un module de formation à la transition écologique est en préparation.	Tous ministères
15 Mobiliser les services en vue de l'engagement de l'élaboration de la future stratégie nationale pour la transition écologique	En cours, en préparation d'un travail interministériel au second semestre. Un HFDD a été désigné en 2012 et une organisation interne dédiée est en cours de mise en place.	Tous ministères



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement
pour le ministère des Droits des femmes

| Juillet 2013

Ministère des Droits des femmes

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
1 S'attacher à renforcer la place des femmes dans les instances de gouvernance, dans le secteur public et privé	<p>Le projet de loi pour l'égalité entre les femmes et les hommes délibéré en Conseil des ministres du 3 juillet 2013 fixe des objectifs transversaux pour l'égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités, dans les sphères publiques et privées. Seront notamment concernés, toutes les AAI et l'essentiel des commissions et instances délibératives placées auprès des autorités ministérielles, ainsi que les EPIC, les organismes consulaires et les fédérations sportives.</p> <p>La circulaire du 23 août 2012 du Premier ministre prévoit des études d'impact en matière d'égalité Femme/Homme de tous les projets de loi.</p>	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
2 Porter, dans le cadre du plan d'actions « une troisième génération des droits des femmes : vers une société de l'égalité réelle », une attention particulière à l'accès des femmes au potentiel d'emplois que représentent les filières en développement, liées à l'économie verte	Une attention particulière sera portée à la féminisation des métiers verts en lien avec le MEDDE.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
3 Veiller à favoriser la mixité dans l'accès aux emplois relevant des dispositifs de prévention des risques ou contribuant à la résilience des territoires	Le ministère des droits des femmes promeut de manière générale la mixité dans toutes les filières de formation et soutiendra les initiatives du MEDDE et du MEN en ce sens.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère de l'Education nationale

Ministère des Droits des femmes

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
4 Rechercher l'ouverture aux femmes des opportunités offertes par les emplois d'avenir dans le domaine de la protection de l'environnement	La loi relative aux emplois d'avenir a retenu le principe de mixité de même que la loi sur les contrats de générations. Le ministère des droits des femmes soutiendra les initiatives du MEDDE en ce sens.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
5 Veiller à la cohérence entre la politique de transition écologique et les politiques européennes	La politique de transition écologique est prise en compte dans l'ensemble des champs d'action du ministère.	
6 Renforcer la formation continue des cadres dirigeants et leur sensibilisation aux enjeux de la transition écologique	Le ministère encourage ses agents à suivre des formations de sensibilisation aux enjeux de la transition écologique et soutient les initiatives en ce domaine de la part du SGG (formation "inscrire l'action publique dans la transition énergétique" par exemple).	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
7 Mobiliser les services en vue de l'engagement, dès le début de l'année 2013, de l'élaboration de la future stratégie nationale pour la transition écologique	Le ministère des droits des femmes s'investit à travers l'action du Service des droits des femmes et de l'égalité (DGCS) dans l'élaboration de la Stratégie nationale pour la transition écologique lorsqu'il sera destinataire par le MEDDE du document SNTE, au second semestre.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
8 Désigner un haut fonctionnaire pour le développement durable (HFDD)	Pour assurer pleinement l'animation et la coordination des services sur les enjeux de transition écologique et de développement durable, un HFDD a été désigné, commun pour les ministères de la jeunesse, des sports, de l'éducation populaire et de la vie associative (MJSEPVA), des affaires sociales et de la santé, du travail (MASS), de l'emploi, de la fonction publique et du dialogue social (MTEFPDS) ainsi que pour celui des droits des femmes (MDDF).	



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement
pour le ministère de l'Agriculture,
de l'Agroalimentaire et de la Forêt

| Juillet 2013

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
<p>1 Etendre l'observatoire de la consommation des espaces agricoles aux espaces naturels et forestiers</p>	<p>Le ministère prévoit ces dispositions dans son projet de loi pour l'agriculture, l'agroalimentaire et la forêt (LAAF).</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère de l'égalité des territoires et du logement</p>
<p>2 Mettre en œuvre, en lien avec le ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, le plan « Abeille » qui sera publié d'ici la fin de l'année 2012</p>	<p>Le plan de développement durable de l'apiculture (2013-2015) a été publié en février 2013.</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>
<p>3 Accompagner le MEDDE dans l'élaboration, d'ici la fin de l'année 2013, d'un plan « pollinisateurs »</p>	<p>Les travaux sont en cours.</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>
<p>4 Affirmer dans les négociations en cours sur la réforme de la Politique agricole commune (PAC) la volonté de la France pour verdissement ambitieux de l'ensemble de la PAC au service de la biodiversité et de l'environnement</p>	<p>La position défendue par la France a permis que le verdissement des soutiens directs reste ambitieux, après les négociations entre parlement, conseil et commission, malgré les positions défensives de nombreux Etats membres.</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>
<p>5 Etablir, d'ici mi-2013, un programme national en faveur du développement de l'agriculture biologique</p>	<p>Le programme « Ambition Bio 2017 » a été présenté du « printemps bio » fin mai 2013.</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>
<p>6 Engager un plan d'actions pour diminuer fortement l'utilisation des produits phytopharmaceutiques</p>	<p>Un plan d'action post Conseil National d'Orientation Stratégique intégrant les nouvelles priorités a été élaboré (octobre 2012) et il fait l'objet d'un suivi. Un plan d'action "biocontrôle" a également été élaboré et fait l'objet d'un suivi. Une mission IGF-CGEDD-CGAAER mandatée sur la fiscalité des produits phytosanitaires devrait publier son rapport fin juillet.</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés	
7	Lancer immédiatement une mission conjointe MEDDE / MAAF / MRP de création d'un fonds bois-carbone et d'un « comité national filière bois »	La mission a été confiée au CGEDD, au CGAAER et au CGEIET. Elle a débouché sur la réalisation du rapport "Vers une filière intégrée de la forêt et du bois" qui a été publié sur le site internet du MAAF le 18 juin.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère du redressement productif
8	Engager un plan national biogaz	Le plan Energie – Méthanisation - Autonomie Azote a été présenté le 29 mars.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
9	Préciser les modalités d'accès et de partage des avantages liés à l'utilisation des ressources génétiques agricoles	Le ministère participe aux travaux lancés par le Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie sur le volet de la loi-cadre biodiversité, en conformité avec les orientations définies dans le plan d'actions "semences et agriculture durable du ministère.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
10	Contribuer au maintien du moratoire sur les OGM actuellement autorisés en Europe	Le Conseil d'État a annulé les mesures prises par la France dans un arrêté de mars 2012 pour interdire la culture du maïs transgénique MON810. En effet, les clauses de sauvegarde invoquées par le précédent gouvernement notamment en 2012 n'étaient pas suffisamment étayées. Tirant les conséquences de cette décision, Philippe Martin et Stéphane Le Foll ont demandé à leurs services de travailler sur de nouvelles pistes pour créer un cadre réglementaire adapté durablement au maintien du moratoire sur la mise en culture de semences OGM. Une décision sera prise avant les prochains semis qui auront lieu entre avril et juin 2014.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
11	Réviser, dans un sens restrictif, l'arrêté visant à renforcer les conditions dans lesquelles des dérogations à l'interdiction de l'épandage aérien de produits phytosanitaires	Le projet d'arrêté est en discussion interministérielle (RIM le 16/04/2013)	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
12 Participer à la mise en œuvre des programmes d'actions prioritaires en matière de rétablissement des continuités écologiques (trame verte et bleue)	Les travaux sont en cours, les DRAAF ont été mobilisées.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
13 Associer les établissements publics dont vous avez la tutelle à la Stratégie nationale pour la biodiversité (SNB)	Les travaux sont en cours.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
14 Apporter votre concours à la réalisation, d'ici juin 2013, du bilan de la politique de l'eau de 2006 à 2012 et des actions engagées dans le cadre de la mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau	Une évaluation de la politique de l'eau a été engagée (décision du comité interministériel de modernisation de l'action publique du 18 décembre 2012). Une mission conjointe des inspections des ministères concernés (CGAAER, CGEDD, CGIET, IGF et IGA) est en cours.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
15 Identifier spécifiquement l'utilisation de l'eau en agriculture	La mission, confiée au député Philippe Martin, assisté d'ingénieurs généraux du CGAAER et du CGEDD, a rendu son rapport le 5 juin 2013.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
16 Présenter des propositions concrètes sur la qualité de l'air intérieur et extérieur et la qualité des eaux	Dans le cadre du PNSE 2 et en particulier dans le plan particules, des projets de recherche ont été lancés sur la quantification et réduction des émissions d'ammoniac et particules et les subventions du plan de modernisation des bâtiments d'élevage sur la qualité de l'air pour couvertures de fosses à lisier et matériel d'épandage ont été étendues (2012). En outre, l'étude ADEME/CITEPA sur des fiches actions sur les potentialités de réduction des émissions d'ammoniac de l'agriculture française aux horizons 2020 et 2030 a démarré (sept 2012-août 2013).	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère des affaires sociales et de la santé

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

17	Contribuer aux travaux de réforme de la fiscalité écologique et veiller notamment au renforcement du caractère incitatif de la fiscalité sur les polluants de l'eau afin de réduire l'usage des produits phytosanitaires	Les travaux sont en cours dans le cadre du Comité pour la fiscalité écologique.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère de l'économie et des finances
18	Contribuer à la réflexion sur le lien entre fiscalité et aménagement, aux fins de prévenir l'étalement urbain	Les travaux et les concertations sont en cours dans le cadre du projet de loi d'avenir pour l'agriculture et des projets de loi urbanisme.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie Ministère de l'économie et des finances
19	Appuyer l'innovation dans les énergies renouvelables (biocarburants de 2e et 3e génération et autres bioénergies) et la sobriété d'usage des matières premières non renouvelables (chimie verte, recyclage, valorisations de la biomasse etc.)	La mission CGAAER / CGIET sur la fiscalité des biocarburants est en cours. La réflexion est en cours sur la chimie biosourcée et l'évolution des cellules biomasse et la mise en place de l'observatoire de la biomasse.	Ministère du redressement productif Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
20	Prendre en compte la transition énergétique dans les réflexions sur les transitions professionnelles Développer la sensibilisation et l'information des publics (les étudiants, les actifs, les entreprises) sur les métiers verts ou verdissants	Le ministère a participé aux réflexions dans le cadre du débat national sur la transition énergétique. Une étude conjointe sur la transférabilité des compétences des filières traditionnelles en difficultés vers les filières vertes émergentes va être lancée très prochainement par la DGEFP et le CGDD.	Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
21 Recenser et promouvoir des pratiques agricoles innovantes	<p>Le Ministre a lancé le projet agro-écologique pour la France le 18/12/2012. Le rapport de la mission confiée à Marion Guillou « vers des agricultures doublement performantes pour concilier compétitivité et respect de l'environnement » a été remis le 11 juin.</p> <p>Une plate-forme contributive "produisons autrement" a été créée.</p> <p>Le développement de la certification environnementale des exploitations agricoles se poursuit.</p> <p>Le jury de l'édition 2013 des trophées de l'agriculture durable sera présidé par M. Perico Legasse.</p>	
22 Orienter, au travers de la future loi, l'agriculture vers une moindre dépendance aux intrants, une meilleure prise en compte de l'environnement	<p>Le projet de loi pour l'agriculture, l'agroalimentaire et la forêt prévoit plusieurs dispositions en ce sens, notamment la reconnaissance de projets de groupements d'intérêt économique et environnemental (GIEE).</p>	
23 Poursuivre la diminution de la dépendance de la France vis-à-vis des protéines végétales pour l'alimentation animale	<p>L'élaboration d'un "plan protéines" s'appuyant sur les outils de la PAC est en cours de négociation (aides couplées, MAE)</p>	
24 Lutter contre le gaspillage alimentaire et limiter le sur-emballage	<p>Le pacte national contre le gaspillage alimentaire a été signé le 14 juin 2013.</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
25 Participer également aux travaux conduits par le ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie concernant l'information des consommateurs sur les impacts environnementaux des produits alimentaires	Après un an d'expérimentation, le rapport au Parlement sur l'affichage environnemental est en cours d'élaboration. Les difficultés méthodologiques spécifiques au secteur agro-alimentaire nécessitent la poursuite des travaux en cours.	Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
26 Veiller à la cohérence entre la transition écologique et les politiques européennes	La transition écologique a été prise en compte notamment dans les négociations dans le cadre de la politique agricole commune.	
27 Renforcer la formation continue des cadres dirigeants et leur sensibilisation aux enjeux de la transition écologique	Le travail interministériel est en cours sur un module de formation aux enjeux de la transition écologique.	Tous les ministères
28 Mobiliser les services sur l'élaboration de la future stratégie nationale de transition écologique	En cours, en préparation d'un travail interministériel au second semestre.	Tous les ministères



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement

pour le ministère de la Réforme de l'État,
de la Décentralisation et de la Fonction publique

| Juillet 2013

Ministère de la Réforme de l'État, de la Décentralisation et de la Fonction publique

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
<p>1 Assurer la bonne articulation entre le débat national sur la transition énergétique et la loi de décentralisation</p>	<p>Le projet de loi sur la décentralisation a été découpé en 3 volets. Le chapitre concernant l'énergie est dans le volet n°3 du projet de loi, à discuter après la fin 2013. Le débat parlementaire en cours est susceptible de faire évoluer le texte pour intégrer dès à présent des dispositions renforçant les compétences des intercommunalités en matière de mobilité et de transition énergétique (nombreux amendements du Sénat en ce sens).</p>	
<p>2 Veiller à ce que les enjeux environnementaux et de développement durable figurent dans les plans de formation des agents de la fonction publique</p>	<p>Les travaux sont en cours.</p>	<p>Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>
<p>3 Participer à la réflexion sur l'évolution des conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux (CESER)</p>	<p>A initier</p>	<p>Ministère de l'Intérieur Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>
<p>4 Prendre en compte les enjeux de la transition écologique dans la conduite des chantiers de modernisation de l'action publique dont le pilotage vous incombe</p>	<p>Deux évaluations de politiques publiques lancées dans le cadre de la MAP sont concernées par les enjeux de transition écologique : la politique de l'eau et la police de l'environnement. La partie "simplification des normes", notamment environnementales, s'articule avec les Etats généraux de modernisation du droit de l'environnement.</p>	
<p>5 Accompagner et proposer amélioration des Plans climat énergie territoriaux (PCET)</p>	<p>Un projet de circulaire est en cours de rédaction.</p>	<p>Ministère de l'Intérieur Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>

Ministère de la Réforme de l'État, de la Décentralisation et de la Fonction publique

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
6 Engager la réflexion pour mieux coordonner entre les collectivités et à l'échelle régionale les politiques de circulation, de transport des personnes et de marchandises	Cela relève du volet n°3 du projet de loi qui ne sera pas discuté avant la fin 2013.	
7 Participer à la démarche de réforme des dispositions relatives aux marchés publics, afin de favoriser la prise en compte des enjeux de transition écologique		
8 Veiller à la cohérence entre la politique de transition écologique et les politiques européennes	Le ministère travaille sur la réforme de la directive de l'open data : la directive Information du secteur public.	
9 Renforcer la formation continue des cadres dirigeants et leur sensibilisation aux enjeux de la transition écologique	Le travail interministériel est en cours sur un module de formation aux enjeux de la transition écologique.	Tous les ministères
10 Mobiliser les services sur l'élaboration de la future stratégie nationale de transition écologique	En cours, en préparation d'un travail interministériel au second semestre	Tous les ministères
11 Désigner un haut fonctionnaire pour le développement durable (HFDD)	Un Haut Fonctionnaire a été désigné le 20 février 2013.	



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement
pour le ministère des Outre-mer

| Juillet 2013

Ministère des Outre-mer

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
1 Organiser des débats locaux dans la perspective de préparation à la loi-cadre en relation avec les collectivités d'outre-mer, pour aboutir à des stratégies territoriales de la biodiversité	Les débats sont organisés dans les DOM dans les mêmes dispositions que pour la métropole. Pour les collectivités d'Outre-Mer, une lettre aux hauts commissaires est en cours de validation.	Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie
2 Mobiliser les acteurs pour achever les inventaires de la biodiversité Outre-mer	Des besoins en matière d'inventaire sont à évaluer. Des programmations pluriannuelles d'inventaires devront être réalisées en fonction des financements disponibles.	Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie
3 Compléter le réseau d'espaces protégés	Les diagnostics territoriaux sont à bâtir dans le cadre des travaux des futurs IFREBIOM au regard des schémas régionaux de cohérence écologique.	Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie
4 Contribuer aux travaux sur le dispositif d'accès aux ressources génétiques et de partage des avantages (APA)	Un travail de rédaction et de concertation est engagé dans le cadre de la préparation du projet de loi-cadre biodiversité (réunions régulières avec DéGéOM, la DEB et le CGDD).	Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie
5 Veiller à préparer des modalités de participation des populations traditionnelles des Outre-mer, conformes à l'esprit et aux dispositions du Protocole de Nagoya	Un travail de rédaction et de concertation est engagé dans le cadre de la préparation du projet de loi-cadre biodiversité.	Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie

Ministère des Outre-mer

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
6 Veiller à l'articulation des services de l'Etat avec les collectivités d'Outre-mer dans la perspective de la création de la future agence de la biodiversité	Le ministère a formulé des observations au rapport de préfiguration dans lesquelles il souhaite une représentation locale de l'agence adaptée aux enjeux ultramarins.	Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie
7 Participer à l'évaluation nationale des écosystèmes et des services éco-systémiques	A initier	Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie
8 Apporter votre appui aux ministères chargés de l'écologie et du redressement productif pour le développement des énergies renouvelables	Le ministère participe au débat national sur la transition énergétique. Des informations remontent des territoires au niveau central pour la fin du premier semestre. Une synthèse des contributions outre-mer a été présentée lors de la réunion du Comité national du débat sur la transition énergétique le 8 juillet.	Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie
9 Redynamiser la mise en œuvre du plan séisme Antilles (PSA)	Un comité directeur a été organisé en janvier 2013. Des réflexions sont engagées pour la deuxième phase du PSA avec un volet contractualisation avec les collectivités locales.	
10 Favoriser une meilleure gestion des déchets en outre-mer	Des échanges réguliers sont organisés avec la Guyane. Des échanges sont construits entre Eco-emballages avec le ministère et celui de l'écologie (DGPR) pour favoriser le développement de filières de valorisation adaptées.	Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie

Ministère des Outre-mer

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
11 Mettre en place des modes de gouvernance associant les acteurs intéressés par la mer et le littoral dans les territoires ultra-marins, dans une perspective de gestion intégrée ;	Le décret sur les conseils maritimes ultramarins est rédigé, a été examiné en interministériel et est prêt à être envoyé au Conseil d'Etat.	
12 Faire identifier les potentiels thérapeutiques, agricoles, industriels et écologiques issus de la biodiversité dans les Outre-mer, favoriser la synergie entre les centres de recherche et l'industrie et promouvoir le développement de la chimie verte	La méthode de travail reste à préciser avec le MESR et le MEDDE. Le ministère participe par ailleurs au comité outre-mer du réseau Allenvi.	Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
13 Apporter votre concours au MEDDE pour la définition d'un réseau écologique terrestre et marin outre-mer et assurer son insertion dans la vie socio-économique des territoires.	Une telle définition est prévue dans le cadre de la stratégie de création des aires protégées.	Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie
14 Veiller à la cohérence entre la politique de transition écologique et les politiques européennes	Un séminaire sur les régions ultrapériphériques a été organisé le 11 avril 2013. De même un séminaire convergences a été organisé en Guyane du 28 au 31 mai 2013.	

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
15 Renforcer la formation continue des cadres dirigeants et leur sensibilisation aux enjeux de la transition écologique	Un travail interministériel sur la définition du contenu d'un module de formation à la transition écologique est en cours.	Tous ministères
16 Mobiliser les services en vue de l'engagement, dès le début de l'année 2013, de l'élaboration de la future stratégie nationale pour la transition écologique	En cours, en préparation d'un travail interministériel au second semestre	Tous ministères
17 Désigner sans délai un haut fonctionnaire pour le développement durable (HFDD)	Un HFDD a été désigné le 5 février 2013.	



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement

pour le ministère des Sports, de la Jeunesse,
de l'Éducation populaire et de la Vie associative

Juillet 2013

Ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

1

Piloter conjointement avec le MEDDE une réflexion débouchant sur des propositions avant fin 2013 sur les moyens permettant de parvenir à une meilleure reconnaissance de l'engagement des bénévoles des associations et des organisations œuvrant en matière d'environnement et de développement durable (« mandat environnemental »).
Un point d'étape de ces travaux devra être disponible à la fin du premier semestre 2013.

La mise en place d'un groupe de travail avec le MEDDE décidé le 11 avril 2013 permet de construire les axes de réflexions et les limites de l'exercice.

Un document faisant un point d'étape co écrit par le MEDDE et le MJSEPVA a été remis aux cabinets des ministres concernés.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Proposer des actions permettant de sécuriser les financements de l'Etat aux associations œuvrant dans le domaine environnemental et de valoriser les compétences acquises dans l'action bénévole

2

Prendre en compte les besoins des associations environnementales dans la politique que vous menez de soutien à l'emploi associatif (emplois d'avenir)
Intégrer l'environnement comme axe prioritaire du programme de l'agence du service civique

7 000 emplois d'avenir sont contractualisés ou en cours de contractualisation avec les fédérations sportives d'Equitation, surf, randonnée pédestre, spéléologie, montagne et escalade. Le volet environnemental est présent dans ces emplois d'avenir.

L'environnement est un thème prioritaire d'action de l'Agence du Service Civique avec plus de 600 actions et plusieurs milliers de missions à l'échelle nationale.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social

Ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
<p>3 Mobiliser les services et les établissements publics relevant de votre ministère, afin qu'ils contribuent activement aux débats organisés dans les régions, y compris en outre-mer, sur la biodiversité et la transition énergétique</p>	<p>Des services déconcentrés ont été associés à l'initiative des DREAL. Des remontées d'information ont eu lieu à l'occasion des assises nationales de l'éducation à l'environnement et au développement durable en mars dernier.</p>	<p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>
<p>4 Sensibiliser aux enjeux de la transition écologique, dans le cadre du plan de formation continue, l'ensemble des personnels placés sous votre autorité ou relevant des établissements publics de votre ministère</p>	<p>Une formation dans le cadre du Plan National de Formation tout au long de la vie a été organisée les 27, 28 et 29 mai : "La place du sport dans la biodiversité et la transition écologique".</p>	
<p>5 Participer, y compris financièrement, à l'effort national d'éducation au développement durable et à l'environnement qui devrait aboutir à des Assises nationales en mars 2013</p>	<p>Le ministère a participé aux assises de l'Education à l'Environnement et au Développement Durable à Lyon. Des subventions ont été octroyées au Collectif Français d'Education à l'Environnement vers un Développement Durable (CFEEDD) pour l'organisation des assises.</p>	
<p>6 Renforcer la participation des structures de jeunesse, d'éducation populaire et des sports à la sensibilisation et à l'information sur la transition écologique</p> <p>Un centre de ressource sera créé à la direction des sports</p>	<p>Un soutien financier, opérationnel, conceptuel et pédagogique a été apporté aux fédérations d'éducation populaire et plus particulièrement dans les accueils collectifs de mineurs.</p> <p>Le centre de ressources collaboratif sport et développement durable a été lancé par la Ministre chargée des sports au Salon des Maires en novembre 2012.</p>	<p>Ministère de l'Education nationale</p> <p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>

Ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
<p>7</p> <p>Terminer le travail déjà entrepris pour mieux intégrer les enjeux de l'environnement et de la transition écologique dans les qualifications professionnelles et les diplômes relevant du champ du sport et de l'animation en diffusant au début de l'année 2013 les documents méthodologiques nécessaires aux organismes de formation</p>	<p>Toutes les qualifications professionnelles de l'animation et du sport intègrent l'éducation à l'environnement et au développement durable.</p> <p>Deux livrets référentiels et un guide méthodologique ont été diffusés auprès des directions régionales jeunesse, sport et cohésion sociale et auprès des organismes de formations et établissements.</p>	
<p>8</p> <p>S'associer à l'évaluation du plan national santé et environnement (PNSE) 2.</p> <p>Faire des propositions pour préparer le PNSE 3</p>	<p>L'évaluation du PNSE 2 est en phase de finalisation. Celui-ci n'abordait que marginalement la promotion des activités physiques et sportives qui sont en revanche traitées dans le Plan national Nutrition Santé 3 et le plan Sport Santé Bien Etre. Le ministère veillera à leur prise en compte lors de la préparation du PNSE3 en lien avec les ministères chargés de la santé et de l'écologie.</p>	<p>Ministère des affaires sociales et de la santé</p> <p>Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche</p> <p>Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</p>
<p>9</p> <p>Intégrer les enjeux de la transition écologique (information, actions concrètes et cohérence) dans les travaux qui seront menés au sein du Comité interministériel de la jeunesse de février 2013</p>	<p>.L'accès aux droits sociaux (santé, logement, emploi, formation...) est un des axes majeurs du plan priorité jeunesse validé par le comité interministériel de la jeunesse du 21 février 2013. Dès lors, les enjeux sociétaux de la transition écologique se déclinent dans de nombreuses mesures.</p>	<p>24 ministères ont contribué à la préparation du CIJ sous la coordination du MSJEPVA.</p>

Ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

10

Favoriser la prise en compte des enjeux de transition écologique dans l'organisation des manifestations sportives, en développant la sensibilisation et la formation des organisateurs ainsi que les outils de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Un outil pour faciliter la réduction des émissions de gaz à effet de serre est en cours de réalisation pour être mis à disposition des organisateurs d'événements sportifs.

11

Veiller à inclure un volet de responsabilité sociale et environnementale des organisations (RSO) dans les partenariats conclus par votre ministère avec le réseau des fédérations sportives et ligues professionnelles

De nombreuses fédérations sportives et ligues professionnelles ont développé une démarche RSO. Des réflexions sont en cours dans le cadre de la mise en place des nouvelles conventions d'objectifs entre l'État et les fédérations sportives pour l'Olympiade 2014-2017.

12

Mobiliser vos services pour l'élaboration de la stratégie nationale pour la transition écologique (SNTE)

Pour assurer pleinement l'animation et la coordination des services sur les enjeux de transition écologique et de développement durable, un HFDD a été désigné, commun pour les ministères de la jeunesse, des sports, de l'éducation populaire et de la vie associative (MJSEPVA), des affaires sociales et de la santé, du travail (MASS), de l'emploi, de la fonction publique et du dialogue social (MTEFPDS) ainsi que pour celui des droits des femmes (MDDF).

Les services du ministère sont également mobilisés pour la préparation du thème éducation à l'environnement pour la conférence environnementale 2013.

En cours, en préparation d'un travail interministériel au second semestre.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie



Tableau de bord de mise en œuvre des lettres de cadrage pour la transition écologique

État d'avancement
pour le ministère de l'Artisanat, du Commerce
et du Tourisme

| Juillet 2013

Ministère de l'Artisanat, du Commerce et du Tourisme

Objectifs

État d'avancement

Ministères associés

1

Participer à l'adaptation des métiers du tourisme à la transition vers l'économie verte

Le potentiel d'emplois verts de la filière touristique (directs et indirects) constituera un des paramètres de la réflexion de la mission de M. Nogué, président du conseil d'administration de Pole emploi sur les emplois touristiques.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social

2

Mobiliser les acteurs du commerce et de la distribution pour l'information du public sur les impacts environnementaux des produits

3

Engager les acteurs de la grande distribution dans la lutte contre l'artificialisation des sols

Ce sujet est pris en compte dans la réglementation en vigueur en matière d'aménagement commercial, désormais fondée sur des critères "non économiques".

Ministère de l'égalité des territoires et du logement

4

Prendre en compte de l'impact du changement climatique dans le secteur touristique

La maîtrise de la gestion environnementale est intégrée dans les critères de la démarche PQT (plan qualité tourisme)
Des hôtels participent au programme expérimental Hotel Energy.

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

5

Soutenir l'adhésion des professionnels du tourisme aux écolabels de management environnemental

Des actions de sensibilisation ont été menées par Atout France, en particulier des publications ("Choisir un label d'hébergement touristique durable") et des réunions à destination des professionnels et par l'administration (Guide bio-diversité outre-mer, colloque sur la bio-diversité...).

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

6

Favoriser les systèmes territoriaux d'économie

Les produits locaux sont valorisés dans le cadre de la filière restauration mise en place par la ministre en particulier au niveau du titre de maître restaurateur.

7

Engager les réseaux d'entreprises et fédérations du bâtiment dans une logique de formation aux enjeux de transition écologique

La filière bâtiment est spécifiquement identifiée dans le cadre du pacte pour l'artisanat lancé par la ministre le 23 janvier.

Ministère de l'égalité des territoires et du logement

Ministère de l'Artisanat, du Commerce et du Tourisme

Objectifs	État d'avancement	Ministères associés
8 Veiller à la cohérence entre la politique de transition écologique et politiques européennes		
9 Renforcer la formation continue des cadres dirigeants et leur sensibilisation aux enjeux de la transition écologique	Un travail interministériel est en cours pour élaborer un module de formation aux enjeux de la transition écologique.	Tous ministères
10 Mobiliser les services sur l'élaboration de la future stratégie nationale de transition écologique	En cours, en préparation d'un travail interministériel au second semestre	Tous ministères
11 Désigner un haut fonctionnaire au développement durable (HFDD)	Le champ de compétences du HFDD du ministère de l'Economie et des Finances a été élargi.	